



# RAPPORT ENQUETE MENAGE SUR LA PERCEPTION ET LES ATTENTES DE LA POPULATION EN MATIERE DE SECURITE DANS LES LOCALITES COUVERTES PAR SECUTCHAD









# Table de matières

Liste des tableaux	3
Sigles et abréviations	5
Equipes impliquées dans l'étude	6
Remerciements	7
Chapitre 1. Les objectifs de l'étude	8
Contexte et objectifs	8
Périmètre géographique de l'étude	8
Méthodologie	10
Plan de l'étude	11
Quelques repères sur les études sur l'insécurité au Tchad	11
Chapitre 2. Présentation des zones de l'étude	13
Introduction	13
Le Lac	13
La zone de N'Djamena	15
Le Hadjer Lamis	15
N'Djamena	16
Le Chari Barguirmi	16
Le Mayo Kebbi Est	16
Caractéristiques sociodémographiques des échantillons de l'enquête	16
Chapitre 3. Etat des lieux de l'économie régionale	19
Les secteurs d'activités par zone	19
La conjoncture économique locale secteur par secteur	20
Les mesures envisagées par les résidents pour relancer l'économie locale	23
Chapitre 4: Le tissu social et le contrôle social	25
Chapitre 5. La sécurité publique : criminalité et incivilités	26
La prévalence de la criminalité	26
Les incivilités les plus courantes	28
Chapitre 6. La dénonciation	31
Introduction	31
La dénonciation	31
Chapitre 7. La perception de l'insécurité	34
La position de la sécurité dans l'ordre des préoccupations des résidents	34
L'évaluation de la probabilité de la criminalité	35
L'évaluation du niveau de sécurité et de son évolution	36
Le sentiment d'insécurité	37
Le profil des insécurisés	38

Chapitre 8. L'image des forces de sécurité intérieure	39
L'opinion sur les capacités des forces de sécurité intérieure	39
L'image des forces de sécurité intérieure	40
L'impartialité des forces de sécurité intérieure	44
Le contact avec les forces de sécurité intérieure	46
Chapitre 9. Préférences et attentes des résidents en matière de service sécurité	
Les préférences en matière de méthodes de travail	49
Les préférences thématiques	50
Les mesures préconisées pour améliorer le travail des forces de sécurité intérieure	53
Chapitre 10. Synthèse et recommandations	56
La région du Lac	57
Le Mayo Kebbi Est	57
La zone de N'Djamena	58
Recommandations	60
Bibliographie	61
Annexe méthodologique	62
Le sondage	62
Les entretiens qualitatifs	63
Techniques d'analyse	64

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Les localités de l'enquête par zone	9
Tableau 2 : Le niveau économique du foyer des résidents selon leur propre estimation par zone (en %)	17
Tableau 3 : Le niveau d'éducation des résidents par zone (en %)	17
Tableau 4 : Date de résidence des répondants par zone (en %)	18
Tableau 5 : Religion des résidents par zone (en %)	18
Tableau 6 : Secteurs d'activités économiques principaux des localités par zone (en %)	19
Tableau 7 : Les catégories professionnelles des résidents par zone (en %)	20
Tableau 8 : Opinion des résidents sur le secteur agricole dans leur zone (en %)	20
Tableau 9 : Opinion des résidents sur le secteur du maraîchage dans leur zone (en %)	21
Tableau 10 : Opinion des résidents sur le secteur de la pêche dans leur zone (en %)	21
Tableau 11 : Opinion des résidents sur le secteur commercial dans leur zone (en %)	22
Tableau 12 : Opinion des résidents sur le secteur des transports dans leur zones (en %)	22
Tableau 13 : Les causes principales du marasme économique	23
Tableau 14 : Les mesures prioritaires pour améliorer la conjoncture économique locale	23
Tableau 15 : Qualité de vie dans les zones (en %)	25
Tableau 16 : Cohésion sociale dans les zones (en %)	25
Tableau 17 : Contrôle social dans les zones (en %)	25
Tableau 18 : Prévalence de la victimisation pour cambriolage et agression sur trois ans par zone (en %)	26
Tableau 19 : Prévalence comparée de la victimisation pour cambriolage et agression sur trois ans dans pluvilles africaines (en %)	
Tableau 20 : Période des cambriolages dans la journée selon les victimes par zone (en %)	27
Tableau 21 : Période des agressions dans la journée selon les victimes par zone (en %)	27
Tableau 22 : Le taux de prévalence des incivilités par type et par zone (en %)	29
Tableau 23 : Le degré de nuisance sur une échelle de 1 à 10 (10=dérange énormément) par incivilité et pa (en %)	
Tableau 24 : Les destinataires des dénonciations pour cambriolage par type (en %)	31
Tableau 25 : Les taux de dénonciation par type de stratégie (en %)	32
Tableau 26: Les destinataire de la dénonciation pour agression par type (en %)	32
Tableau 27 : Taux d'insatisfaction avec le traitement de la plainte	33
Tableau 28 : Le problème prioritaire dans la localité selon les résidents par zone (en %)	34
Tableau 29 : L'inquiétude face aux risques d'être victime d'un cambriolage, d'une agression, d'une agress sexuelle et à la probabilité d'être victime d'un délit dans les 12 prochains mois (en %)	
Tableau 30 : Estimation par les résidents du niveau de sécurité sur une échelle de 1 (très mauvais) à 10 (tr bon) par zone (moyenne)	
Tableau 31 : L'évolution sur les derniers 12 mois de la sécurité selon les résidents par zone (en %)	36
Tableau 32 : Opinion sur l'évolution de la sécurité selon le genre et la zone (en %)	36
Tableau 33 : Le sentiment d'insécurité de jour par zone (en %)	37
Tableau 34 : Le sentiment d'insécurité de nuit par zone (en %)	37
Tahleau 35 : Le nourcentage d'insécurisés nar genre nar zone (en %)	38

Tableau 36 : Opinion des résidents sur les institutions les plus à même d'assurer la sécurité dans le zone (en %)	
Tableau 37 : Pourcentage de bonne image de la police, de la gendarmerie et de la garde nomade e lutte contre la criminalité par zone (en %)	
Tableau 38 : Pourcentage de bonne image de la police, gendarmerie et garde nomade en matière contre le terrorisme par zone (en %)	
Tableau 39 : Pourcentage de bonne image de la police, gendarmerie et garde nomade dans la lutto trafics en tous genres par zone (en %)	
Tableau 40 : Pourcentage de bonne image de la police, gendarmerie et garde nomade en matière bétail par zone (en %)	
Tableau 41 : Evolution du travail de la police sur les derniers deux ans selon les résidents par zone	(en %) 41
Tableau 42 : Evolution du travail de la gendarmerie sur les derniers deux ans selon les résidents pa	
Tableau 43 : Evolution du travail de la garde nomade sur les derniers deux ans selon les résidents   %)	•
Tableau 44: L'opinion des résidents sur l'impartialité de la police par zone (en %)	44
Tableau 45: L'opinion des résidents sur l'équité de la gendarmerie par zone (en %)	44
Tableau 46: L'opinion des résidents sur l'équité de la garde nomade par zone (en %)	44
Tableau 47 : Les raisons d'un traitement différent par la police selon les résidents (réponses multi <sub>l</sub>	ples) 45
Tableau 48 : La fréquence d'un contact des résidents au cours des deux dernières années avec la p gendarmerie et la garde nomade par région (en %)	•
Tableau 49 : La satisfaction lors d'un contact des résidents au cours des deux dernières années ave gendarmerie et la garde nationale par région (en %)	•
Tableau 50 : Les motifs de l'insatisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police, la pet la garde nomade (en %)	
Tableau 51 : Préférences de type de prestations policière par zone (en %)	49
Tableau 52 : Préférences de type de prestations gendarmiques par zone (en %)	50
Tableau 53 : Préférences de type de prestations de la garde nomade par zone (en %)	50
Tableau 54 : Priorités thématiques assignées par les résidents pour la police nationale, la gendarm nationale et la garde nomade (en %)	
Tableau 55 : Les priorités thématiques assignées par les résidents à la police nationale selon les zo	nes (en %) 51
Tableau 56 : Les priorités thématiques assignées par les résidents à la gendarmerie nationale selor (en %)	
Tableau 57: Les priorités thématiques assignées par les résidents à la garde nomade selon les zone	es (en %) 52
Tableau 58. Les mesures préconisées par les résidents pour améliorer la qualité du travail de la po	olice (en %) 53
Tableau 59. Les mesures préconisées par les résidents pour améliorer la qualité du travail de la ge (en %)	
Tableau 60. Les mesures préconisées par les résidents pour améliorer la qualité du travail de la ga (en %)	
Tableau 61 : Echantillonnage et nombre d'entretiens effectivement réalisés	62
Tableau 62: Liste des entretiens avec des personnes clefs ou des focus groups dans les localités	63

#### Sigles et abréviations

BTS : Brevet de technicien supérieur
CAP : Certificat d'aptitude professionnelle

CRASH : Centre de recherches en anthropologie et sciences humaines

FDS : Forces de défense et de sécurité FSI : Forces de sécurité intérieures

GNNT : Garde nationale et nomade du Tchad

GPS : Global Position System IGC : International Crisis Group

ONG : Organisation non gouvernementale

PDA: Personal Digital Assistant

RGPH : Recensement général de la population et de l'habitat

SECUTCHAD : projet Appui à la sécurité publique et à la formation au Tchad

SIG : Système d'Information Géographique SPSS : Statistical Package for Social Sciences

# Equipes impliquées dans l'étude

Dr Dominique Wisler	<ul> <li>Coordination scientifique de l'étude,</li> </ul>
Président de Coginta	analyses et rédacteur principal
Rafael Avila Coya	Formation des enquêteurs, mise en place
Expert GIS	du questionnaire dans les Smartphones, cartographie, création des échantillons cartographiques et contrôle de qualité d la collecte de données
Sébastien Gouraud	Orientation stratégique et suivi
Directeur de Coginta	administratif et contractuel
Appolinaire Douanodji	Administration et logistique
Responsable des Opérations suivi/évaluation	
quipe du CRASH	
Dr Remadji Hoinathy	<ul> <li>Coordination générale de l'étude</li> </ul>
Anthropologue, enseignant associé au	Responsable des focus groups
Département d'anthropologie de l'Université de N'Djamena, directeur scientifique du Centre de	Contribution à l'élaboration du
recherche en anthropologie et sciences humaines	<ul><li>questionnaire</li><li>Formation des enquêteurs</li></ul>
(CRASH)	<ul> <li>Encadrement de la collecte des données</li> </ul>
	Participation à la rédaction du rapport
Tityam Ngaryanouba	Contribution à l'élaboration de
Statisticien économètre	l'échantillon
	Formation des agents de collecte
Doha Diaglamla	Encadrement de la collecte des données
Doba Djaokamla	Contribution à la description de la
Ingénieur, statisticien, économiste	méthodologie d'analyse
Enquêteurs	
Adam Tchari, communicateur	Allah-Kauis Neneck, socio-anthropologue
Moustapha Adoum Seitchi, anthropologue	Vounsoumna Mogobang, anthropologue
Zara Hassan Oumar, agent de santé	Caroline Nemercie, communicatrice

#### Remerciements

Cette étude a été rendue possible grâce au financement de l'Union européenne du projet « *Appui à la sécurité publique et à la formation au Tchad* » (SECUTCHAD) à travers le Fonds fiduciaire d'urgence pour le Sahel. Le projet SECUTCHAD est mis en œuvre par l'ONG suisse Coginta.

Nous remercions le ministre de l'Administration du territoire, de la sécurité publique et de la gouvernance locale qui a permis que cette étude se matérialise en assurant à travers ses services déconcentrés l'accueil, l'accompagnement et la sécurité des équipes de terrain.

Ce travail n'aurait pu aboutir sans le professionnalisme des enquêteurs qui ont sillonné les sites de l'enquête, parfois dans des conditions particulièrement difficiles. A tout ce personnel mais aussi aux experts et au personnel d'appui administratif, nous exprimons toute notre gratitude.

Nous ne pouvons manquer de témoigner notre gratitude aux répondants qui ont accueilli avec bienveillance l'enquête et tous ceux qui ont pris part aux focus groups et aux entretiens qualitatifs. Cet accueil chaleureux est, pour beaucoup, le fruit de l'implication des autorités administratives et traditionnelles de différentes localités visitées et à qui nous réitérons notre reconnaissance pour leur appui sans faille.

# Chapitre 1. Les objectifs de l'étude

#### Contexte et objectifs

« Le conflit lié à Boko Haram a fait plus de 20'000 morts et d'2.6 millions de déplacés depuis 2009 et détruit toute économie dans la région du lac Tchad » écrivait *Le Monde* le 8 août 2017. Fin 2014, les exactions et attaques terroristes du groupe nigérian Boko Haram se sont étendues au Tchad alors que, sous pression de l'armée nigériane, il se repliait sur des îles du côté tchadien du lac Tchad provoquant par ricochet une vague de réfugiés internes et plongeant toute la région dans une grave crise humanitaire. En réponse à la multiplication des attaques sur territoire tchadien, l'Etat a déployé dans la zone ses forces de sécurité et pris des mesures pour restreindre le mouvement des populations telles que la fermeture des frontières. Cette chaîne d'événements est survenue dans un contexte déjà fragile sachant que le Tchad pointe au 186ème rang sur 188 pays sur l'indice de développement humain mesuré par le PNUD¹. La dernière enquête sur la consommation du gouvernement tchadien menée en 2011 estime que 47% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté. La Banque mondiale estime quant à elle que 38% de la population vit avec moins de 1.9 USD par jour.²

A travers le Fonds fiduciaire d'urgence pour le Sahel, l'Union européenne finance un projet intitulé « Appui à la sécurité publique et à la formation au Tchad » (SECUTCHAD) qui vise à renforcer les capacités des forces de sécurité intérieure – police, gendarmerie et garde nomade – pour assurer la protection des biens et des personnes au quotidien et construire un climat de confiance entre la population et les forces de sécurité intérieure. Le projet est mis en œuvre par l'ONG suisse Coginta.

Afin d'accompagner scientifiquement ce projet, d'identifier les besoins et de mesurer son impact, Coginta s'est associé au Centre de recherches en anthropologie et sciences humaines (CRASH) pour réaliser cette étude dont le cœur est un sondage représentatif des populations des localités qui bénéficieront en priorité de l'appui du projet SECUTCHAD. Les objectifs de l'étude présentée ici sont 1) de mesurer l'insécurité et la perception des forces de sécurité intérieure et 2) de produire un état des lieux des activités économiques dans les zones concernées au démarrage du projet SECUTCHAD.

Les résultats de l'enquête alimenteront des actions de sensibilisation à la fois des populations et des forces de sécurité, établiront les références de départ pour la constitution d'un tableau de bord permettant d'orienter les actions gouvernementales et des partenaires techniques et financiers intervenant dans le domaine de la sécurité publique et permettront *in fine* de mesurer le changement et la réalisation des objectifs du projet SECUTCHAD une fois le projet arrivé à son terme.

#### Périmètre géographique de l'étude

Le périmètre de l'enquête est la zone frontalière occidentale du Tchad partant de la région septentrionale du lac pour redescendre jusqu'au Mayo Kebbi Est en passant par un chapelet de localités situées sur les bords du Logone (Cf. carte 1). Toutes ces localités disposent de forces de sécurité installées en permanence. C'est donc essentiellement un périmètre urbain – et non rural – sur lequel porte le diagnostic.

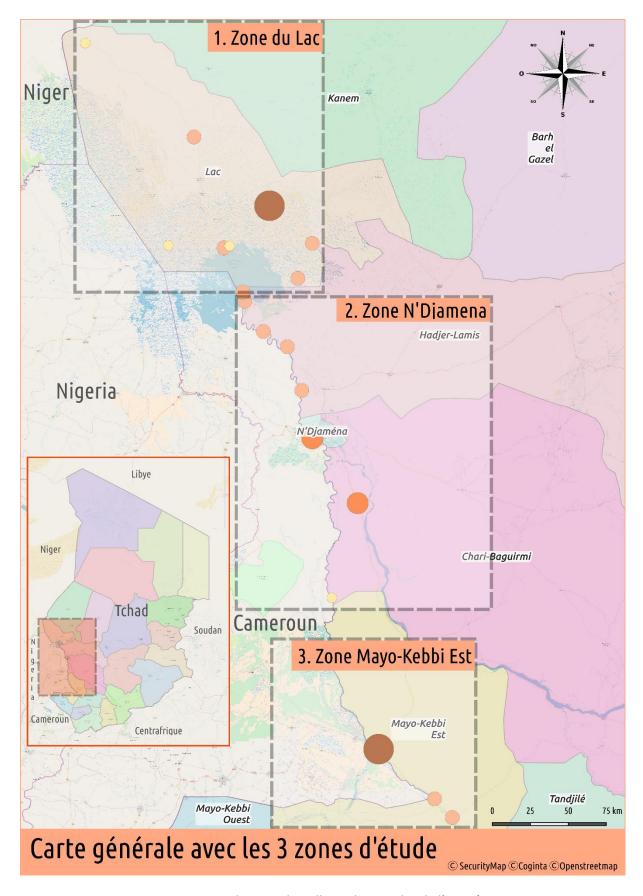
18 des 21 localités frontalières de concentration du projet SECUTCHAD ont été couvertes par l'enquête. Pour les besoins de l'étude, nous les avons regroupées en trois zones: la région du Lac (9 localités), la région du Mayo Kebbi Est (3 localités) et finalement une large zone appelée « N'Djamena » par commodité mais comprenant 7 localités situées dans trois régions administratives différentes.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Cf. <a href="http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/TCD">http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/TCD</a>

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Cf. «Oxford Poverty and Human Development Initiative, "Chad Multidimensional Deprivation and Vulnerability Survey", *Working Paper* no 104, p. 1

Tableau 1 : Les localités de l'enquête par zone

Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena
Bol	Bongor	Karaska
Kinasserom	Djouman	Mandelia
Kangalom	Ham	Farcha Milesi
Kangalam (Ouest		N'Djamena-Fara
du Lac)		
Kouloufoua		Dougia
Tchongole		Hadide
Balangore		Mahada
Liwa		
Daboua		



Carte 1 : Localisation des villes et bourgades de l'enquête

## Méthodologie

Pour cette étude de base sur la prévalence de l'insécurité et la perception des forces de sécurité intérieure – appelée « diagnostic local de sécurité » -, l'approche combine des données de sondage

originales sur la base d'un échantillon représentatif avec des données qualitatives provenant d'entretiens qualitatifs avec des personnalités locales au fait des problématiques locales de sécurité et des focus groups socioprofessionnels (pêcheurs, etc.) et démographiques (genre, jeunes, etc.).

Un échantillon représentatif aléatoire de 402 personnes a été construit avec une marge d'erreur de 5% pour le sondage de l'ensemble des 18 localités et une équipe de chercheurs a réalisé les entretiens de terrain, face à face, entre le 4 décembre 2017 et le 18 janvier 2018 selon une technologie d'enquête décrite plus en détail dans l'annexe méthodologique. En même temps que les équipes étaient sur place dans les localités, des entretiens qualitatifs ont été réalisés. 30 entretiens qualitatifs ont ainsi été menés par les coordonnateurs d'enquête, retranscrits et exploités dans cette étude.

#### Plan de l'étude

L'étude débute par une présentation des trois zones couvertes par l'enquête et notamment des caractéristiques sociodémographiques des échantillons (chapitre 2). A partir des données de sondage, le chapitre 3 fait un état de l'économie des trois zones et présente les vues des résidents sur les causes du marasme économique qu'ils perçoivent et les solutions qu'ils proposent pour relancer l'économie locale. Le chapitre 4 analyse brièvement la qualité de vie, la cohésion sociale et le contrôle social dans les zones étudiées avant de passer à la présentation des taux de criminalité au chapitre 5. A travers une brève comparaison avec d'autres villes africaines, nous verrons que ces taux sont très élevés dans ces zones frontalières. Le chapitre 6 traite de la dénonciation et distinguera entre des stratégies de dénonciation policières, judiciaires, administratives et sociale. Très peu de résidents, on le verra, dénoncent à la police ou aux autres forces de sécurité intérieure. Le chapitre 7 présente l'insécurité telle qu'elle est ressentie par les résidents et cherche notamment à comprendre quelle place le terrorisme a dans l'ordre des préoccupations des résidents. Nous verrons que le sentiment d'insécurité est surtout élevé la nuit, mais plutôt dans le sud qu'au nord de la zone d'enquête. Le chapitre 8 se tourne vers l'image qu'ont les résidents des zones des différentes forces de sécurité intérieure et comment ils perçoivent l'évolution récente de la qualité du travail de ces forces dans différents champs d'action. Le chapitre 9 traite des aspirations des résidents en matière de services de sécurité sur le plan de type de services et de domaines d'intervention. Ce chapitre dévoilera quelles sont les mesures que les autorités devraient adopter pour améliorer le travail des différentes forces de sécurité intérieure. Le chapitre 10 présente une synthèse par région des résultats de l'étude et formule des recommandations pour le projet SECUTCHAD.

#### Quelques repères sur les études sur l'insécurité au Tchad

Avant d'entrer dans le vif du sujet, l'équipe du CRASH a réalisé une recherche bibliographique sur les études sur l'insécurité dans la région analysée que nous présentons brièvement ici. Si l'on excepte la période récente et l'intérêt pour la zone du bassin du lac³ renouvelé par l'irruption sur la scène médiatique de la secte Boko Haram, l'insécurité a été assez peu étudiée au Tchad. Les quelques études existantes dépeignent cependant une réalité où le banditisme et la violence y sont chroniques. L'article de Saïbu (Saïbu 2004) analyse le phénomène des « coupeurs de route » qui sévissent dans le bassin et parle d'un « atavisme insécuritaire » dans la région du lac du fait que ce phénomène présente des similitudes avec les razzias historiques endémiques que le colonisateur a combattues sans parvenir cependant à les éradiquer complètement. Cet espace, rappelle Saïbu, a connu une « instabilité politique (...) depuis le début de la rébellion du Frolinat en 1966, la divagation des combattants aux confins du Cameroun, du Nigéria et du Tchad, la dissémination des armes sophistiquées issues de la crise tchadienne, les affrontements interethniques dans le Logone et Chari au Cameroun septentrional et les insurrections religieuses au Nord-Nigéria » qui a érigé la violence en « référent national ». Pour l'auteur, il faut également comprendre le phénomène des coupeurs de route comme ancré dans la marginalité économique de toute la zone transfrontalière: il faut chercher ses « (...) sources dans la

-

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Ce terme représente un espace aux contours un peu flous regroupant les zones du Cameroun, du Tchad, du Nigeria et du Niger plus ou moins directement en contact avec le Lac et parfois également incluant le nord de la Centrafrique.

précarité économique qui au, fil des ans, a érigé les déviances de subsistance en modes parallèles d'accumulation » (Saibu 2004 : 19). D'autres auteurs, comme Janet Roitman ou Cyril Musila, font des analyses similaires et montrant que la violence fait partie d'un répertoire culturel historique d'appropriation des biens (Roitman 2004, Musila 2012).

A travers ses recherches de terrain menées notamment en 2011, Musila décrit un phénomène criminel dans la zone transfrontalière qui inclut le « banditisme militaire transfrontalier et le vagabondage des groupes armés », « le trafic d'armes légères et de produits de contrebande »<sup>4</sup>, « le braconnage transfrontalier et le trafic du bétail », « le trafic d'êtres humains et de documents d'identité » (Musila 2012). Pour Musila, « la frontière sert de balancier entre l'État où est illicitement prélevée la ressource - souvent violemment - et celui où cette ressource est stockée ou écoulée ». Cette criminalité sort de son référentiel purement national et s'organise spatialement de telle sorte qu'elle « confère aux activités concernées une portée internationale et favorise la connexion à des réseaux globaux de criminalité ».

Dans la même veine, Marielle Debos (2003) propose une sociologie politique du métier des armes, expliquant comment, dans un pays marqué par une succession de conflits armés ou une situation « d'entre-guerre » (ni guerre, ni paix), le maniement des armes est devenu un corps de métier avec des individus vivant de la rébellion et brouillant ainsi les limites entres la violence politique et la violence criminelle.

A partir de la décennie qui débute en 2010, l'insécurité s'amplifie avec la montée en puissance de la secte Boko Haram et ses exactions dans tout le bassin tchadien. Plusieurs rapports et publications ont retracé les origines de la secte, analysé les menaces, décrit les réponses des Etats concernés et évalué les conséquences politiques, sociales et économiques de la guerre de/et/contre Boko Haram (Luntumbue 2014, Yebega 2015, IGC 2017, Hoinathy 2015).

Sans prétendre à l'exhaustivité, il ressort de ce bref tour d'horizon de quelques publications que l'insécurité n'est pas nouvelle dans le bassin du lac mais que celle-ci a sans doute pris une nouvelle dimension avec l'irruption du terrorisme de Boko Haram et que, étant transfrontalière, elle mobilise des réseaux criminels organisés globaux. La fermeture des frontières, la limitation des mouvements sur le fleuve et le lac, l'afflux des retournés et des réfugiés, l'obligation de quitter certaines des îles du lac<sup>5</sup>, tout cela a cependant affecté négativement et profondément les activités traditionnelles et légitimes de pêche, d'élevage, d'agriculture et de commerce dans une zone déjà fragile et qui vit notamment du commerce transfrontalier.

Si les études contemporaines de la violence et de l'insécurité dans la région du bassin du lac sont souvent le fruit d'observations de terrain et d'entretiens qualitatifs, aucune semble-t-il n'avait jusqu'ici mené un sondage représentatif auprès des résidents pour mesurer l'insécurité, les taux de victimisation, la perception des forces de sécurité et les attentes en termes de mesures de sécurité. C'est l'objectif que s'est donné l'étude qui va suivre.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Carburant, produits pharmaceutiques, stupéfiants, véhicules, pièces détachées.

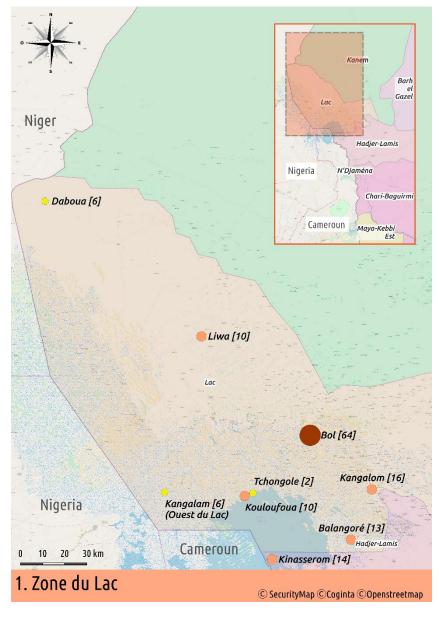
<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Très propices à l'agriculture et à l'élevage.

# Chapitre 2. Présentation des zones de l'étude

#### Introduction

Le périmètre de l'étude comprend donc 18 localités distribuées dans 5 régions administratives à savoir le Lac, le Mayo Kebbi Est, le Chari Baguirmi, le Hadjer Lamis et N'Djamena. Pour les besoins de cette étude, nous avons regroupé les trois dernières régions administratives en une seule zone d'étude appelée dans le reste de ce diagnostic la zone de N'Djamena. Dans ces trois zones – le Lac, N'Djamena et le Mayo Kebbi Est -, l'équipe d'enquêteurs a procédé à des entretiens dans ces 18 localités à partir d'une méthode d'échantillonnage présentée dans l'annexe méthodologique.

#### Le Lac



Carte 2 : Localités et bourgades couvertes par l'enquête dans la région du Lac (entre parenthèses, nombre d'entretiens réalisés)

La région administrative dite du Lac est située au nord à un peu plus d'une centaine de km de la capitale N'Djamena à laquelle elle est reliée par une route goudronnée. Administrativement gérée par Bol qui est son chef-lieu, elle est subdivisée en 4 départements à savoir Mamdi (Bol), Kaya (Bagassola), Fouli (Liwa) et Wayi (Ngouri) et 11 souspréfectures. La zone est considérée comme enclavée du fait de l'absence de routes reliant les localités entre elles. Il n'y a qu'un seul médecin pour 53'714 habitants selon OCHA alors que la norme de l'OMS est d'un médecin pour 10'000 habitants. Le sousdéveloppement y est chronique, toujours selon OCHA, et cela en dépit d'activités économiques souvent florissantes. « Malgré le dynamisme économique de la zone, l'accès aux biens publics est faible et très largement en deçà de la moyenne nationale » écrit l'International Crisis Group

dans une note sur Boko Haram de 2017.6

Le lac et ses périphéries exondées par la décrue ou l'assèchement du lac sont « devenues le grenier vivrier de la région et de N'Djamena ». Si les pêcheurs ont perdu des ressources par ce phénomène<sup>7</sup>, les « agriculteurs y ont trouvé de riches terres de culture » et les « éleveurs, notamment du fameux bœuf Kouri, ont aussi profité de l'exondation de pâturages ». Depuis les années 1970, la région du lac est devenue « très attractive dans un Sahel en crise, une terre d'immigration ». La population majoritairement musulmane est cependant pluriethnique du fait de ces migrations économiques.

Le lac Tchad s'étendant sur le territoire de 4 pays, le commerce transfrontalier y est traditionnellement intense avec les pays limitrophes que sont le Nigéria, le Cameroun et le Niger. La pêche a permis jusqu'ici d'alimenter un commerce prospère avec le nord du Nigéria, où le poisson était vendu et des biens manufacturés ramenés vers le Tchad. Avec l'insécurité induite par la présence de Boko Haram et la fermeture des frontières, le secteur du transport fluvial a connu un brusque coup d'arrêt et toute l'économie a périclité. Les îles qui avaient été colonisées par les cultivateurs et les pasteurs en raison des terres arables exondées ont dû être abandonnées sous la pression des infiltrations de Boko Haram qui ont fait des îles des bases de repli et un sanctuaire. On estime qu'environ 130'000 personnes ont été contraintes de fuir les îles et sont venues remplir les quelque 40 camps de réfugiés qui sont installé de part et d'autre d'une piste sablonneuse qui s'étire sur 200 km de Bol à Daboua. La zone de Liwa est aussi connue pour ses exploitations de natron à ciel ouvert qui est transporté vers le Niger, le Nigéria et l'intérieur du pays.

Pour cette étude nous avons mené 141 interviews dans la région du Lac. Les entretiens ont couvert les villes de Bol (64 entretiens), de Liwa (10 entretiens) et Daboua (6 entretiens) ainsi que dans 7 îles : Tchongolé (2 entretiens), Kinasserom (14 entretiens), Kangalom (16 entretiens), Balangoré (13 entretiens) dans la sous-préfecture de Bol et Kouloufoua (10 entretiens) ainsi que Kangalam (6 entretiens) dans la sous-préfecture de Kangalam.

- Située sur les rivages est du lac Tchad, la ville de Bol, est le chef-lieu de la région administrative du Lac. Les eaux s'étant retirées, c'est sur un des bras du grand lac que se trouve aujourd'hui la ville. Elle a une population estimée à 112'489 habitants. Avant 2014, la ville de Bol opérait le port principal du lac côté tchadien dans un contexte d'échanges très florissants avec le Nigéria voisin. Aujourd'hui, la ville tourne au ralenti.
- Au nord, Liwa est le chef-lieu de la sous-préfecture de Fouli, dont dépend aussi Daboua. Elle abrite une population de 44'294 habitants.
- La ville de Daboua est située à une trentaine de kilomètres de la frontière nigérienne, avec une population estimée à 15'454 habitants. Dans ces zones, l'extraction du natron, l'agriculture, l'élevage et le commerce transfrontalier avec le Niger et le Nigéria représentent l'essentiel de l'économie. L'agriculture fait cependant face à l'ensablement et salinisation des sols.
- Les îles du lac sont des milieux très cosmopolites où sont représentés l'ensemble des populations autochtones du Lac (Boudouma, Kanembou, Kotoko....) mais aussi beaucoup

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> ICG, « Boko Haram au Tchad: Au-delà de la réponse sécuritaire », Rapport no 248. 8 mars 2017 (https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/chad/246-fighting-boko-haram-chad-beyond-military-measures)

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> La production totale de poisson du lac est estimée entre 50'000 et 100'000 tonnes par an, selon les années et l'ensemble de la filière fournit un grand nombre d'emplois estimés entre 200'000 et 300'000 personnes avec les emplois induits (Lemoalle et Magrin, 2004 : 49).

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Ce paragraphe paraphrase un article de l'Atlas du lac Tchad reproduit dans *Libération* du 13.12.2015 (http://libeafrica4.blogs.liberation.fr/2015/12/13/le-lac-tchad-mythes-et-realites-environnementales/)

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> « Survivre entre Boko Haram et les rives asséchées du lac Tchad », *Le Monde*, 27.5.2017 ; voir aussi le profil de la région du Lac de OCHA

<sup>(</sup>http://www.unocha.org/sites/dms/CHAD/TCD\_VIZ\_ProfilR%C3%A9gional\_Lac\_A4P\_20161206.pdf)

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> Le Tchad produirait quelques 7'000 tonnes de natron par an (Lemoalle et Magrin, 2004 : 262).

d'autres communautés du Tchad (Arabe, Haoussa, Kanouri, Ouaddaiens, Hadjaray, Ngambay, Kim, Kabalaye, Massa...), du Nigeria, du Cameroun et du Niger (Haoussa, Djoukoun, Kanouri, Kotoko) et de pays plus lointains comme le Mali et le Sénégal. Ce sont des espaces offrant de très grandes opportunités économiques en raison des ressources dont elles regorgent. En effet, les îles sont très propices à la pêche, à l'élevage, à l'agriculture lors des décrues du lac notamment, ou encore à la cueillette. Leur proximité avec le Nigéria ou le Cameroun facilite énormément l'écoulement des produits et en retour l'importation des produits manufacturés du Nigéria. L'impact de Boko Haram se fait ressentir dans ces îles que les habitants ont dû fuir à la hâte en raison de l'insécurité qui y règne. La route du Nigéria étant plus ou moins bloquée, le marasme économique s'est installé dans ces zones et, par ricochet, dans la région toute entière.

• Les îles où nous avons réalisés des entretiens abritent en général des forces de sécurité contrairement à la réalité de la plupart des îles. Leur situation sécuritaire est donc particulière et non représentative des zones plus reculées.

#### La zone de N'Djamena



Carte 3 : Localité de la zone dite de N'Djamena (entre parenthèses le nombre d'entretiens)

Ce que nous avons appelé la zone de N'Djamena recouvre 7 localités qui s'égrènent sur les bords du fleuve Logone dans trois régions administratives : Le Hadjer Lamis, N'Djamena et le Chari Baguirmi.

#### Le Hadjer Lamis

Le Hadjer-Lamis jouxte la partie méridionale de la région du Lac et borde la frontière avec la région dite de l'extrême nord du Cameroun, cette dernière étant particulièrement touchée par le terrorisme de Boko Haram et très instable en raison également des velléités indépendantistes des communautés anglophones.

Dans cette région administrative, l'enquête a couvert les localités frontalières de N'Djamena-Fara (14 entretiens), Mahada (17 entretiens), Hadide (10 entretiens) et Douguia (13 entretiens).

L'agriculture, l'élevage, la pêche et le commerce sont les principales activités des habitants de la région. Ils tirent l'essentiel de leurs revenus de

ces activités car la proximité avec la capitale fait que les échanges y sont fluides facilitant ainsi l'écoulement des produits de la région. Les principaux produits échangés avec la ville de N'Djamena sont les céréales, les produits maraichers et de la pêche, les ovins et caprins, le bois et la gomme arabique. Du point de vue environnemental, la région subit un bucheronnage intense des rôneraies

(plantations de grands palmiers) qui bordent les fleuves (Chari et Logone). Avec l'installation d'un projet pétrolier depuis 2009 dans la région, on observe un timide essor économique.

#### N'Djamena

Pour cette enquête, c'est le quartier Farcha Milesi dans le 1<sup>er</sup> arrondissement de la capitale N'Djamena qui a été retenu car bénéficiant de l'appui du projet SECUTCHAD. Le quartier est situé sur le bord du fleuve Chari et fait face à la ville camerounaise de Kousseri sur l'autre rive du fleuve et la zone industrielle de Farcha. Il compte 13'310 habitants vivant pour la plupart de la pêche, de l'agriculture notamment du maraîchage, du commerce et d'autres emplois dans le secteur privé ou l'administration. Farcha Milesi est relativement cosmopolite mais dominé par une population musulmane issue majoritairement de l'ethnie Kotoko. 35 entretiens y ont été effectués.



Carte 4 : Localités du Mayo Kebbi Est couvertes par l'enquête (entre parenthèses le nombre d'entretiens réalisés par localité)

#### Le Chari Barguirmi

Le Chari Baguirmi regroupe trois départements :
Massenya, Mandelia et
Bousso. Dans sa partie occidentale, il longe la région dite du nord du Cameroun.
La localité de Mandelia située sur le fleuve a été couverte par l'enquête avec 36 entretiens.

#### Le Mayo Kebbi Est

Le Mayo Kebbi Est est l'une des 23 régions administratives du Tchad située au sud-ouest du pays et bordant lui aussi l'extrême-nord du Cameroun. Les principales activités économiques de la région sont l'agriculture et la pêche. La région est traversée par le fleuve Logone qui alimente le commerce de la pêche.

Dans cette région, l'enquête a couvert les villes de Bongor (109 entretiens), de Djouman (14 entretiens) et de Ham (13 entretiens). Le sondage dans cette région administrative comprend 136 entretiens.

#### Caractéristiques sociodémographiques des échantillons de l'enquête

Rappelons tout d'abord que les données présentées ici ne sont représentatives qu'au niveau de l'échantillon global. Les données démographiques présentées par zone dans ce chapitre n'indiquent

que des tendances ou des approximations mais en aucun cas ne doivent être considérées comme représentatives.

La pauvreté l'emporte dans toute la zone couverte par l'étude. C'est ce que l'on peut dire à partir d'une question demandant aux répondants d'indiquer si leur foyer est pauvre, modeste, moyen ou aisé. En moyenne, 59.5% des résidents se déclarent pauvres toutes zones confondues. C'est cependant dans la zone du Lac que la pauvreté affecte le plus les foyers. 67.1% des résidents de la zone se déclarent pauvres alors que dans le Mayo Kebbi Est seuls 50% le font et 60.8% dans la zone de N'Djamena. Si l'on considère les revenus moyens, il y a en gros deux fois moins de foyers avec des revenus moyens dans la région du Lac que dans le Mayo Kebbi Est et dans la zone de N'Djamena.

Tableau 2 : Le niveau économique du foyer des résidents selon leur propre estimation par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
Pauvre	67.1	50.4	60.8	59.5
Modeste	17.9	17.0	8.0	14.5
Moyen	15.0	31.9	28.8	25.0
Supérieur	0.0	0.7	2.4	1.0
Total	100%	100%	100%	100%
N	140	135	125	400

Dans la région du Lac, l'accès à l'éducation est très limité. 66.7% des résidents interrogés dans cette région administrative ont déclaré n'avoir jamais été à l'école ou n'avoir pas terminé l'école primaire. Aujourd'hui encore, en dehors des cycles primaires et secondaires, il n'existe pas d'offre de formation professionnelle ou supérieure dans toute cette région administrative.

A N'Djamena, l'infrascolarisation, c'est-à-dire le fait de n'avoir pas fini l'école primaire ou n'avoir jamais été à l'école, affecte également 61.3% des résidents. Les villes frontalières du Mayo Kebbi Est sont quant à elles mieux loties. L'infrascolarisation y reste très élevée mais elle touche moins de 50% des résidents (48.2%). C'est également dans ces villes que la proportion de résidents ayant achevé un cycle d'études universitaires est la plus élevée des trois zones étudiées : 23.7%.

La zone frontalière du Mayo Kebbi Est est ainsi économiquement mieux lotie que les autres et es résidents bénéficient également d'un niveau d'éducation plus élevé.

L'infrascolarisation affecte avant tout les femmes. Toutes zones confondues, 73.1% d'entre elles n'ont pas achevé l'école primaire contre 44.2% des hommes. C'est également dans les villes frontalières du Mayo Kebbi Est que les femmes ont un meilleur accès à l'éducation. 57.1% d'entre elles sont en situation d'infrascolarisation dans cette zone ; mais dans la zone du Lac, ce sont 88.6% des femmes qui n'ont jamais été à l'école ou n'ont pas fini l'école primaire et à N'Djamena cette proportion atteint 73.8% des femmes.

Tableau 3 : Le niveau d'éducation des résidents par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
Infrascolarisation	66.7	48.2	61.3	58.8
Moyenne	22.7	28.1	26.6	25.7
Supérieure	10.6	23.7	12.1	15.5
Total	100%	100%	100%	100%
N	141	135	124	400

Quelques autres données socio-démographiques obtenues dans le sondage complètent le tableau. La plupart des résidents interrogés sont établis depuis plus d'un an dans leur localité (92.8%). Il n'y a pas

de différences significatives entre les trois zones d'étude. Notons que ces données ne tiennent pas compte des camps de réfugiés dans la mesure où elles ont été collectées uniquement dans les localités.

Tableau 4 : Date de résidence des répondants par zone (en %)

		N/D'	
Lac	iviayo	N'Djamena	Total
	Kebbi Est		
0.7	4.4	5.6	3.5
4.3	4.4	2.4	3.7
95.0	91.2	92.0	92.8
100%	100%	100%	100%
401	136	125	402
	4.3 95.0 100%	Kebbi Est       0.7     4.4       4.3     4.4       95.0     91.2       100%     100%	Kebbi Est       0.7     4.4     5.6       4.3     4.4     2.4       95.0     91.2     92.0       100%     100%     100%

Le christianisme est la religion principale des résidents des localités étudiées du Mayo Kebbi Est (60.7%) alors qu'ailleurs c'est l'islam qui domine : 89.3% pour la région du Lac et 72% à N'Djamena.

Tableau 5 : Religion des résidents par zone (en %)

Lac	Mayo	N'Djamena	Total
	Kebbi Est		
89.3	37.8	72.0	66.6
10.6	60.7	27.2	32.7
0.0	1.5	0.8	0.8
100%	100%	100%	100%
141	135	125	401
	10.6 0.0 100%	Kebbi Est           89.3         37.8           10.6         60.7           0.0         1.5           100%         100%	Kebbi Est       89.3     37.8     72.0       10.6     60.7     27.2       0.0     1.5     0.8       100%     100%     100%

# Chapitre 3. Etat des lieux de l'économie régionale

#### Les secteurs d'activités par zone

Selon le dernier recensement de la population, 80% de la population tchadienne vit du secteur primaire.

Pour identifier les secteurs d'activité économique principaux des villes frontalières des régions étudiées dans ce diagnostic, nous disposons de deux indicateurs. Nous avons en effet demandé aux personnes interrogées d'indiquer les activités économiques principales dans leur région. Ensuite, nous leur avons également demandé de nous indiquer leur profession. Les résultats sont présentés dans les deux prochains tableaux.

	Lac	Mayo	N'Djamena	Total
		Kebbi Est		
	%	%	%	%
Commerce	95.7	65.4	76.8	79.6
Agriculture	94.3	97.8	76.0	89.8
Maraîchage	31.9	50.7	56.0	45.8
Pêche	86.5	63.2	62.4	71.1
Transport	34.0	50.7	46.4	43.5
Natron	6.4	0	0	2.2

Tableau 6 : Secteurs d'activités économiques principaux des localités par zone (en %)

Les répondants des villes étudiées de la région du Lac indiquent que le commerce, l'agriculture et la pêche sont les secteurs d'activités principaux de leur localité. L'extraction du natron est également spécifique au Lac. Dans le Mayo Kebbi Est, l'agriculture est de loin l'activité la plus souvent mentionnée dans les trois principales villes frontalières de la région. Suivent les secteurs du commerce, de la pêche et du transport. Dans la zone de N'Djamena, le commerce et l'agriculture sont les activités principales. Le maraîchage est plus souvent mentionné dans cette zone qui nourrit N'Djamena que dans les autres régions.

Sur l'ensemble des zones, 30.8% des résidents disent ne pas avoir de profession. Il s'agit essentiellement des femmes : 47.7% d'entre elles déclarent ne pas en avoir. La zone du Mayo Kebbi Est se démarque des autres par le fait que la proportion de résidents sans profession y est plus faible. 24.4% sont sans profession dans cette zone alors que 34.5% le sont dans la zone du Lac (34.5%) et 34.4% dans la zone de N'Djamena.

Les deux grands secteurs d'activité des localités frontalières toutes zones confondues sont l'agriculture/maraîchage/pêche et le commerce/artisanat. 38.5% des résidents interrogés sont actifs dans l'agriculture, le maraîchage ou la pêche tandis que 31.2% le sont dans le commerce et l'artisanat. Les femmes se déclarent plus souvent commerçantes ou actives dans l'artisanat (56.3%) que les hommes (19.2%). A l'inverse, les hommes se déclarent plus souvent ouvriers, chauffeurs et fonctionnaires que les femmes. Dans la région du Lac, une femme interviewée dans un focus group expliquait cette division du travail entre hommes et femmes :

« Nous les femmes nous faisons le petit commerce : coiffure, fabrication natte, vente bois, de beignets, de bouillie, etc. Les hommes font l'agriculture, extraient le natron, sont dockers, etc. » (Entretien avec un groupe de femmes de Liwa du 10 janvier 2018)

Ces données sur la profession des répondants ne permettent pas d'observer de grandes différences régionales. Les valeurs des régions s'écartent peu de la moyenne globale pour l'ensemble des localités frontalières étudiées. Les activités agricoles, d'élevage et de pêche sont cependant plus élevées que la moyenne dans la région du Lac. Les activités liées au commerce et à l'artisanat sont plus élevées que la moyenne dans le Mayo Kebbi Est. Dans cette région, cela s'explique notamment par le fait que les femmes y travaillent plus que dans les autres régions et, comme on l'a vu, les femmes sont surtout actives dans le commerce et l'artisanat au Tchad.

Tableau 7 : Les catégories professionnelles des résidents par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
Profession libérale	1.3	2.1	0.0	1.2
Industriel, patron	1.3	1.0	0.0	0.8
Artisan, commerçant	27.9	34.4	30.6	31.2
Agriculteur, éleveur, pêcheur	43.0	34.4	38.9	38.5
Fonctionnaire	8.9	13.5	9.7	10.9
Ouvrier	6.3	5.2	4.2	5.3
Chauffeur	2.5	7.3	15.3	8.1
Employé secteur privé	8.9	2.1	1.4	5.1
Total	100%	100%	100%	100%
N	79	96	72	247

#### La conjoncture économique locale secteur par secteur

L'agriculture, le maraîchage, la pêche, le transport et le commerce étant les principaux secteurs d'activité, comment les résidents des zones perçoivent-ils la conjoncture dans chacun de ces secteurs de l'économie locale ?

Commençons par l'agriculture. Dans la région du Lac, les avis sont partagés même si un certain optimisme l'emporte avec 46.2% des résidents qui considèrent que les affaires vont assez bien. Dans la zone frontalière de N'Djamena, on observe le même optimisme modéré avec une toute petite majorité de résidents qui pensent que les affaires vont bien ou très bien. En revanche, c'est le pessimisme qui l'emporte dans les villes du Mayo Kebbi Est avec plus de 60% de résidents qui estiment que les affaires ne marchent pas très bien ou pas bien du tout.

Tableau 8 : Opinion des résidents sur le secteur agricole dans leur zone (en %)

Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
%	%	%	%
5.5	3.1	9.9	5.4
46.2	36.4	41.8	41.5
33.3	56.6	47.2	45.4
15.9	3.9	1.1	7.7
100%	100%	100%	100%
132	129	91	352
	% 5.5 46.2 33.3 15.9 100%	Kebbi Est       %     %       5.5     3.1       46.2     36.4       33.3     56.6       15.9     3.9       100%     100%	Kebbi Est       %     %       5.5     3.1     9.9       46.2     36.4     41.8       33.3     56.6     47.2       15.9     3.9     1.1       100%     100%     100%

S'agissant du maraîchage, le pessimisme s'observe surtout dans la région du Lac avec une majorité qui pense que les affaires ne vont pas très bien ou pas bien du tout. A l'inverse, la majorité dans le Mayo Kebbi Est et à N'Djamena est optimiste. Dans la région du Lac, 23.3% des résidents estiment que cette activité ne va pas bien du tout alors que personne ne pense ainsi dans les localités frontalières des deux autres régions étudiées.

Tableau 9 : Opinion des résidents sur le secteur du maraîchage dans leur zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Marche très bien	2.3	14.5	19.7	13.5
Marche assez bien	41.9	41.9	51.5	45.6
Ne marche pas très bien	32.6	43.6	28.8	35.1
Ne marche pas bien du tout	23.3	0.0	0.0	5.8
Total	100%	100%	100%	100%
N	43	62	66	171

Le secteur de la pêche ne marche pas bien de l'avis de tous. En moyenne, seuls environ un quart des résidents toutes zones confondues estiment que cette activité marche très bien ou assez bien. 75% estiment le contraire. Il n'y a pas de différences notables entre les zones.

Tableau 10 : Opinion des résidents sur le secteur de la pêche dans leur zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Marche très bien	1.7	4.8	6.7	3.9
Marche assez bien	23.1	21.4	21.6	22.2
Ne marche pas très bien	62.0	70.2	68.9	66.3
Ne marche pas bien du tout	13.2	3.6	2.7	7.5
Total	100%	100%	100%	100%
N	121	84	74	279

C'est cette situation que déplore un notable de Milesi :

« C'est compliqué pour la pêche car le poisson est rare mais en plus, les forces de sécurité exigent de prennent une partie de nos produits absolument. En plus il y a les permis de pêche. Quand certaines parties du fleuve sont fermées à la pêche à certaines époques, comment peut-on survivre avec ? » (Entretien avec un notable à Milesi, le 04.12.17).

Pour expliquer le marasme ambiant dans le secteur primaire de la région du Lac, un notable de Daboua, nous confiait ceci :

« L'agriculture, l'élevage et la pêche se pratiquent surtout sur les îles ; mais depuis 3 ans, les gens ont été obligés de quitter les îles » (entretien avec un notable à Daboua, 08.01.18.)

Voyons ce qu'il en est des activités commerciales. Dans la région du Lac, très dépendante du commerce et des échanges transfrontaliers, la grande majorité pense que les affaires ne vont pas très bien ou pas bien du tout. 73.9% estiment qu'elles ne vont pas très bien et 10.4% pensent qu'elles ne vont pas bien du tout. Le pessimisme est moins prononcé dans les autres zones mais il reste majoritaire. Dans les localités frontalières du Mayo Kebbi Est, 67.9% pensent que les affaires commerciales ne vont pas très bien et 3.7% pensent qu'elles ne vont pas bien du tout. La région frontalière la plus proche de N'Djamena est un peu moins affectée sachant que 60% pensent que le commerce ne va pas très bien.

Tableau 11 : Opinion des résidents sur le secteur commercial dans leur zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Marche très bien	0	2.5	8.6	3.3
Marche assez bien	15.7	25.9	31.2	23.0
Ne marche pas très bien	73.9	67.9	60.2	68.2
Ne marche pas bien du tout	10.4	3.7	0	5.5
Total	100%	100%	100%	100%
N	134	81	93	308

Un membre de syndicat du Lac fait remonter le coup d'arrêt au marché lucratif transfrontalier avec le Nigeria à 2015 déjà. Il nous confiait :

«Avant, il y a avait beaucoup de client avec le transport des marchandises du Nigéria vers le Tchad. Depuis 2015, il n'y a plus moyen de répartir. On y transportait (au Nigéria) du poisson fumé et on ramenait des marchandises. Vers Bagassola c'est aussi le natron. Avant 2015, on allait au Nigéria une fois par semaine. Un voyage pouvait rapporter 500.000 francs CFA, carburant compris. Ma pirogue a été brulée vers Baga en 2015, les passagers et les autres ont dû fuir à pied... » (Entretien avec un syndicaliste du Lac, Bol, le 18.01.18)

Le pessimisme est également de rigueur s'agissant des activités de transport. Il se dégage partout une majorité pour estimer que le transport ne va pas bien. Dans la région du Lac, 35.4% pensent qu'elle ne va pas bien du tout alors que ces plus pessimistes sont pratiquement absents dans les autres zones. C'est dans le Mayo Kebbi Est cependant que l'on trouve le plus grand nombre de résidents pour penser que le transport « ne va pas très bien » : 68.2% pensent ainsi.

Tableau 12 : Opinion des résidents sur le secteur des transports dans leur zones (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Marche très bien	10.4	4.8	14.3	9.6
Marche assez bien	35.4	23.8	30.4	29.3
Ne marche pas très bien	18.8	68.2	53.6	49.1
Ne marche pas bien du tout	35.4	3.2	1.8	12.0
Total	100%	100%	100%	100%
N	48	63	56	167

Nous avons interrogé les pessimistes sur leur interprétation des causes de la mauvaise marche des affaires. Les avis diffèrent selon les régions. Dans la région du Lac, l'insécurité est mise en cause par 93.1% des résidents de la zone. L'enclavement et le mauvais état des routes vient juste après (87.7%).

Le constat que font les résidents du mauvais état des routes dans la région est corroboré par le syndicat national des transporteurs du Tchad :

« La route Daboua-Bol est mauvaise et les véhicules tombent même. Lorsque le passage fluvial était là, c'était économiquement rentable. Maintenant c'est plus coûteux et le prix sur le marché est plus cher » (Entretien avec un membre du Syndicat, Bol, le18.01.18).

L'insécurité est très rarement pointée du doigt comme facteur de crise dans le Mayo Kebbi Est (11%) ou dans la zone de N'Djamena (14.6%). En revanche, les aléas climatiques sont incriminés par plus de

90% des résidents de ces deux régions. La mauvaise conjoncture économique ambiante est également mise en cause dans toutes les zones (entre 71% et 85% selon la zone). Beaucoup de personnes interrogées dans ces zones frontalières ont mentionné la fermeture des frontières comme un facteur contraignant. C'est également ce que soutiennent les notables à Kouloufoua :

« Quant au commerce, il porte sur le poisson, le bétail, les matériels de pêche, etc. Avec la frontière fermée c'est au ralenti » (Entretien avec les notables à Kouloufoua, Lac, le 16.01.18).

Tableau 13 : Les causes principales du marasme économique

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Insécurité	93.1	11.0	14.6	45.2
Aléas climatiques	42.3	91.7	91.5	71.7
Enclavement et routes	87.7	24.8	37.8	53.6
Conjoncture économique	75.4	71.6	85.4	76.6
Présence d'animaux sauvages	0	26.6	13.4	12.5
<b>Conflits intercommunautaires</b>	2.3	12.8	1.2	5.6
Limitations imposées par les forces de				
sécurité	41.5	30.3	35.4	36.2
Absence de marché	26.2	4.6	3.7	13.1

#### Les mesures envisagées par les résidents pour relancer l'économie locale

Le désenclavement par la construction d'infrastructures routières est la priorité des priorités des résidents pour améliorer la conjoncture économique locale. 61.2% des résidents de la région du Lac l'affirment. 13.2% considèrent que la réouverture des frontières est une mesure importante pour relancer l'économie locale. Pour les résidents du Lac, il est également important que les forces de sécurité intérieure se renforcent dans la région. 20.2% pensent ainsi. Les membres d'une coordination des associations des jeunes rencontrés à Bol sont aussi de cet avis :

« L'Etat était très peu présent dans les confins de ses frontières et cela peut permettre aux bandits et aux terroristes de continuer à agir dans ces zones-là. Il faut donc renforcer la présence des forces de sécurité dans les zones reculées » (focus group avec les membres d'une coordination d'association des jeunes, Bol, Lac, le 18.01.18).

Le renforcement de la sécurité intérieure est moins souvent mentionné dans les localités frontalières des régions du Mayo Kebbi Est (12.8%) et de N'Djamena (15.6%). Pour les résidents du Mayo Kebbi Est, la mesure principale souhaitée est le désenclavement de la région par des infrastructures routières suivi d'une politique agricole qui permette de développer le marché et la productivité et de nouveaux points d'eau pour abreuver le bétail. Dans la zone appelée N'Djamena, les souhaits se rapprochent de ceux du Mayo Kebbi Est.

Tableau 14 : Les mesures prioritaires pour améliorer la conjoncture économique locale

	Lac	Mayo	N'Djamena	Total
		Kebbi Est		
	%	%	%	%
Augmenter la présence des forces de				
sécurité intérieure	20.2	12.8	15.6	16.6
Réduire la présence des forces de				
sécurité intérieure	0.0	1.8	1.2	0.9

Accroître le nombre de points d'eau				
pour le bétail	0.8	14.7	6.1	6.9
Désenclaver la région et construire				
des routes	61.2	34.9	42.7	47.5
Développer le marché et l'agriculture	3.1	24.8	13.4	13.1
Mieux payer les fonctionnaires	0.0	2.8	9.8	3.4
Ouvrir la frontière	13.2	0.0	0.0	5.3
Autre	1.6	8.3	11.0	6.2
Total	100%	100%	100%	100%
N	129	109	82	320

L'ouverture des frontières est cruciale pour les îles du Lac dont l'économie est surtout tournée vers le Nigéria. Lors d'un focus group avec des notables de l'île de Tchongolet, l'un d'eux déclarait ceci :

« Ici nous allons plus au Nigéria qu'à Bol quand il y avait la paix. Même le chef de village n'est jamais allé à Bol. C'est là-bas aussi qu'ils allaient vendre. 2014 cela fait 5 ans que c'est interdit d'aller au Nigeria beaucoup de Boko Haram. Nous prions seulement que la route du Nigéria soit à nouveau ouverte pour reprendre le commerce. » (Entretien avec un groupe de notables de l'île de Tchongolet, région du Lac, du 11 janvier 2018)

#### Un notable de l'île de Kouloufoua s'exprime ainsi :

« Avant on allait vendre au Nigeria et on ramenait des choses ici actuellement la zone est sous contrôle de Boko Haram. Il faut contourner par le Cameroun, Blangoua puis Gambarou et ce n'est pas rentable. Même pour aller pêcher on ne peut plus aller loin. Pour l'élevage, il n'y a même pas de service vétérinaire. Avant quand l'exportation marchait bien on pouvait vendre sur place et les commerçants prenaient pour aller au Nigéria. Maintenant pour aller au Nigeria il faut contourner par le Niger et cela est compliqué. » (Entretien avec un groupe de notables de l'île de Kouloufoua, région du Lac, du 16 janvier 2018)

#### Même son de cloche sur l'île de Kinasserom :

« Il faut ouvrir la route. » (Entretien avec des hommes Boulama et des notables de l'île de Kinasserom, région du Lac, du 13 janvier 2018)

# Chapitre 4: Le tissu social et le contrôle social

Dans la région du Lac, 98.6% des résidents déclarent que la qualité de vie est bonne alors que dans les deux autres zones cet avis est partagé par 83% environ des résidents. C'est également dans la région du Lac que les liens de solidarité entre les personnes sont les plus élevés. 90.1% des résidents du Lac considèrent que l'entraide domine dans leur quartier ou leur localité. Dans la région de N'Djamena, les chiffres sont assez similaires même si 7.3% des résidents déclarent que le chacun pour soi domine. C'est dans le Mayo Kebbi Est où le tissu social semble moins solide avec 19% de résidents qui déclarent que le chacun pour soi domine. C'est encore dans le Mayo Kebbi Est où le contrôle social semble sensiblement moins fort qu'ailleurs. 11% des personnes interrogées dans la région déclarent que les voisins n'interviendraient pas s'ils soupçonnaient que des voleurs s'étaient introduits au domicile du répondant. Dans la zone de N'Djamena, 5.7% des résidents sont aussi de cet avis et aucun dans la région du Lac.

Tableau 15 : Qualité de vie dans les zones (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Bonne	98.6	83.1	82.4	88.3
Moyenne	1.4	9.6	10.4	7.0
Mauvaise	0.0	7.3	7.2	7.2
Total	100%	100%	100%	100%
N	140	136	125	401

Tableau 16 : Cohésion sociale dans les zones (en %)

	Lac	Mayo	N'Djamena	Total
		Kebbi Est		
	%	%	%	%
Entraide	90.1	80.1	87.1	85.8
Un mélange des deux	7.8	5.9	5.6	6.5
Chacun pour soi	2.1	19.0	7.3	7.7
Total	100%	100%	100%	100%
N	141	136	124	401

Tableau 17 : Contrôle social dans les zones (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Faible	0.0	11.0	5.6	5.5
Fort	100.0	89.0	94.4	94.5
Total	100%	100%	100%	100%
N	141	136	124	401

# Chapitre 5. La sécurité publique : criminalité et incivilités

#### La prévalence de la criminalité

Les taux de criminalité sont élevés, voire très élevés, dans les localités frontalières à l'ouest du Tchad. Sur les trois dernières années, en moyenne, pratiquement la moitié des résidents (47.8%) affirment avoir été victime d'un cambriolage à leur domicile. Le taux le plus élevé est observé dans les localités frontalières de la région du Mayo Kebbi Est (63.2%). Les agressions sont également assez fréquentes dans le Mayo Kebbi Est (11%) et dans la zone de N'Djamena (8%). Les taux de criminalité sont nettement moins élevés dans la région du Lac: 34% de prévalence des cambriolages sur 3 ans et 3.6% pour les agressions.

Tableau 18 : Prévalence de la victimisation pour cambriolage et agression sur trois ans par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi	N'Djamena	Total
		Est		
Cambriolages	34.0	63.2	46.4	47.8
Agressions	3.6	11.0	8.0	7.5
Total	100%	100%	100%	100%
N	141	136	124	401

Afin de pouvoir mieux situer ces taux, le prochain tableau présente les taux de cambriolage et d'agression sur 3 ans dans plusieurs villes africaines : une petite ville du sud du Burkina Faso, Léo, (sondage 2018), les villes de Lubumbashi et de Mbujimayi en République démocratique du Congo (sondage 2017) ainsi que quatre villes de la province guinéenne (sondage 2017).

En matière de cambriolages, même les villes fortement criminogènes de République démocratique du Congo n'enregistrent pas des taux aussi élevés que dans les régions du Mayo Kebbi Est et de N'Djamena. Lubumbashi (32.9%) a un taux de cambriolage similaire à celui constaté dans la zone du Lac (34%) mais très inférieur à ceux de la zone de N'Djamena (46.4%) et de la zone frontalière du Mayo Kebbi Est (63.2%). Les taux d'agression du Mayo Kebbi Est et de N'Djamena sont en revanche similaires à ceux que l'on a pu constater dans les villes congolaises qui, rappelons-le, sont des villes criminogènes. Les taux de cambriolage et d'agression des villes provinciales guinéennes et de la ville de Léo au Burkina Faso sont très nettement inférieurs à ceux de la région de la frontière ouest du Tchad.

Tableau 19 : Prévalence comparée de la victimisation pour cambriolage et agression sur trois ans dans plusieurs villes africaines (en %)

	Burkina	République démocratique				Gu	inée Conakry
	Faso		du Congo				
	Léo	Lubumbashi	Mbujimayi	Labé	Kindia	Kankan	N'Zérékoré
Cambriolages	25.3	32.9	27.3	15.8	18.5	18.4	32.4
Agressions	3.3	10.7	8.7	1.6	3.0	2.1	4.1
N	600	3′628	2′010	386	383	1′062	1′061

L'essentiel de la criminalité urbaine sur la frontière occidentale du Tchad se déroule de nuit. En moyenne, 73.8% des cambriolages et 36.4% des agressions ont lieu la nuit. Les variations entre les régions sont assez faibles. Dans la région du Lac, on note cependant qu'une partie non négligeable des cambriolages se sont déroulés dans les après-midi de même que 60% des agressions. Les « N », à savoir le nombre de cas, sont petits et ces chiffres doivent en conséquence être interprétés avec prudence.

Tableau 20 : Période des cambriolages dans la journée selon les victimes par zone (en %)

Laa	Maria	N/Diamana	Total
Lac	Kebbi Est	и Бјатепа	IOtai
59.6	79.3	77.8	73.8
8.5	2.4	5.6	4.9
21.3	8.5	13.0	13.1
10.6	9.7	3.7	8.2
100%	100%	100%	100%
47	82	54	183
	8.5 21.3 10.6 100%	Kebbi Est           59.6         79.3           8.5         2.4           21.3         8.5           10.6         9.7           100%         100%	Kebbi Est       59.6     79.3     77.8       8.5     2.4     5.6       21.3     8.5     13.0       10.6     9.7     3.7       100%     100%     100%

Tableau 21 : Période des agressions dans la journée selon les victimes par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
De 22h – 6h	0	35.3	54.6	36.4
De 6h à 12h	20.0	17.6	27.3	21.2
De 12h à 18h	60.0	35.3	9.1	30.3
De 18h à 22h	20.0	11.8	9.1	12.1
Total	100%	100%	100%	100%
N	5	17	110	33
IN		1/	11	33

A l'analyse, il s'avère que la criminalité est assez généralisée dans le sens où elle touche tout le monde. Les victimes de cambriolage ne se différencient en effet pas par le genre, l'âge, le niveau de revenu du foyer ou encore le niveau d'éducation. La seule variation significative que l'on a pu constater dans les données concerne le genre des victimes d'agression. Le taux moyen de prévalence de la victimisation pour agression dans les trois zones s'élève à 11.5% pour les hommes alors qu'il se situe à 3.5% pour les femmes.

Les données de sondage se limitent à la criminalité urbaine. Les entretiens qualitatifs apportent un éclairage sur les causes de cette criminalité et les problèmes rencontrés au-delà du périmètre urbain de l'étude.

Dans la zone du Lac, pour un responsable administratif, l'essentiel de la criminalité est « importée ». Relevant que Liwa est à 18 km du Niger et 35 km du Nigéria, il explique que les voleurs font des incursions dans la zone, volent le bétail et repassent la frontière. Pour lui, l'essentiel de la criminalité a lieu en dehors du périmètre urbain cas les « trafiquants contournent la ville car ils savent qu'il y a les forces de sécurité ici » (Entretien avec un responsable administratif de Liwa du 8 janvier 2018).

La criminalité très élevée dans le Mayo Kebbi Est, et notamment à Bongor où 80% des entretiens de sondage ont eu lieu dans cette région, est essentiellement d'origine locale et liée à la surconsommation d'alcool et de drogues, selon un chef de quartier:

Il y a plus de sécurité maintenant, toutefois il faut relativiser car il y a des quartiers où il n'y a pas de sécurité. La plupart de temps ce sont les jeunes drogués au tramol ou saouls qui causent des troubles dans les quartiers. Les couloirs de vente des tramol, les cabarets et certains bars dancing sont les lieux où il y a de l'insécurité. Les postes de contrôle sont devenus aussi des lieux de conflits entre les forces de sécurité et la population. Le plus souvent ces jeunes qui causent les problèmes sortent la nuit, ce qui fait dire que les problèmes sont observés la nuit. (Entretien avec un responsable administratif de Bongor, Bongor, Mayo Kebbi Est, du 13 janvier 2018)

La problématique des agressions sexuelles par les forces de sécurité a été abordée spontanément dans les entretiens qualitatifs avec des groupes d'hommes et de femmes.

« Globalement nous sommes satisfaits du travail des forces de sécurité. À part les problèmes de mœurs de la part de certains d'entre eux, les forces de sécurité remplissent bien leurs missions. En effet, les agents enceintent même des filles ici et parfois des femmes mariées mêmes. Les forces de sécurité ici ne font que nous racketter et ils prennent les filles de force quand on porte plainte contre eux leurs collègues ne font rien ils se protègent tous. » (Entretien avec des hommes du l'Union des groupes de Dougia, Dougia, Hadjer Lamis, du 8 janvier 2018)

#### Les incivilités les plus courantes

Sur l'ensemble des incivilités considérées par l'étude, la présence des animaux errants est la plus répandue (80.1% en moyenne). Au Tchad - même dans les villes -, la plupart des ménages maintiennent un petit élevage de volailles, de petits ruminants et d'équidés à usage domestique. Cela entraine des nuisances perpétuelles pour le voisinage telles que la dévastation des jardins de case, la destruction des seccos et autres palissades en pailles, ou encore salissement par les déjections. Les hippopotames sont un véritable fléau pour certaines des villes riveraines du fleuve. Un responsable administratif de Milesi nous déclarait ceci :

Les hippopotames sont très nombreux ici. Ils détruisent les jardins et attaquent les personnes. Entre octobre et novembre [2017], ils ont tué quatre personnes et blessé une autre. En 2016, ils en ont tué deux et blessé quatre. (Entretien avec un responsable administratif de Milesi du 4.12.2018)



Photo 1 : Enclos de paille sujets aux déprédations par les animaux errants

Ce phénomène dérange les résidents tout autant que la consommation excessive d'alcool par exemple. Dans la région du Lac, les animaux errants sont l'incivilité qui dérange le plus les résidents après la consommation et vente de drogues.

La consommation et vente de drogue est un problème non seulement fréquent (62.1% des résidents en constatent dans leur quartier en moyenne) dans ces villes frontalières mais c'est également l'incivilité qui dérange le plus les personnes interrogées. Toutes zones confondues, les résidents lui attribuent la note 6 sur 10 sur une échelle de nuisance où 10 est le maximum de nuisance. C'est dans la région du Lac que les problèmes de drogues sont le plus fréquemment constatés (85.7%). Ils le sont le moins dans la zone de N'Djamena (59.5%). Mais dans ces deux zones, cette problématique dérange beaucoup : sur une échelle de 1 à 10, le problème de drogue obtient 6.52 dans la zone du Lac et 6.71

dans la zone de N'Djamena. Un responsable administratif de la zone de N'Djamena fait le lien entre la criminalité locale et le petit trafic de tramol :

« Le tramol vient du Nigéria et du Cameroun par le fleuve. Des fois, les jeunes vont eux-mêmes à Kousseri pour en acheter et revenir consommer ici. Ce sont eux qui sont à la base de la plupart des cas de vol et de bagarre et des accidents. La police les arrête des fois mais souvent ils les relâchent et les gars récidivent » (entretien avec un responsable administratif à Farcha, le 04.12.18.)

Le tramol fait des dégâts également dans la région du Lac :

« Regardez tous ces jeunes qui ne font rien... Ils vont finir dans les tramol et l'alcool. (...) Ici à Bol, il y a des cas fréquents de vol et des agressions physiques aussi. Les jeunes qui consomment les tramol sont très agressifs et circulent très mal avec les motos. » (Entretien avec le secrétaire général du syndicat des piroguier de Bo., le 18 janvier 2018),

La consommation excessive d'alcool est également fréquente sur cette frontière occidentale. Elle l'est plus dans le Mayo Kebbi Est (77.8%) que dans les autres zones : 55% dans la région du Lac et 52.9% dans celle de N'Djamena. Les eaux de vie, les whiskys et autres rhums frelatés, vendus en sachets, circulent abondamment dans tout l'ouest tchadien. Fabriquées au Nigéria ou au Cameroun voisins, ces boissons très facilement dissimulables et transportables, sont accessibles à tout le monde pour des sommes modiques (100, 200 francs le sachet de 100 ml). La tolérance face à cette consommation semble plus grande (4.45 sur 10 sur l'échelle de nuisance) dans la zone du Mayo Kebbi Est - où la consommation est la plus importante - que dans les zones du nord où elle dérange nettement plus : 5.62 dans la zone du Lac et 5.86 dans la région de N'Djamena.

L'insalubrité entendue comme abandons d'objets, de détritus et de saletés affecte moins la zone du Lac (14.4%) que les villes frontières du Mayo Kebbi Est (58.4%) et de la zone de N'Djamena (58.4%). Les violences physiques et verbales sont relativement fréquentes, surtout dans le Mayo Kebbi Est (61.7%). C'est également vrai des bandes de jeunes agressives qui s'avèrent plus fréquentes dans les localités de cette région méridionale (34.7%) que dans les zones de N'Djamena (21.7%) et du Lac (5.7%). Ces bandes de jeunes agressives dérangent cependant moins dans le Mayo Kebbi Est (4.36) que dans les zones plus au nord et notamment de N'Djamena (6.71).

Tableau 22 : Le taux de prévalence des incivilités par type et par zone (en %)

	Kebbi Est	N'Djamena	Total
14.4	65.2	58.4	45.4
85.7	66.1	59.5	71.5
5.7	34.7	21.7	20.0
55.0	77.8	52.9	62.1
35.5	61.7	47.2	48.0
71.6	88.2	80.8	80.1
140	135	123	398
	85.7 5.7 55.0 35.5 71.6	14.4     65.2       85.7     66.1       5.7     34.7       55.0     77.8       35.5     61.7       71.6     88.2	14.4     65.2     58.4       85.7     66.1     59.5       5.7     34.7     21.7       55.0     77.8     52.9       35.5     61.7     47.2       71.6     88.2     80.8

Tableau 23 : Le degré de nuisance sur une échelle de 1 à 10 (10=dérange énormément) par incivilité et par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
Insalubrité	5.95	5.28	5.08	5.28
Consommation et vente de drogue	6.52	4.64	6.71	6.0
Bande de jeunes agressive	5.25	4.36	6.71	5.28

Consommation excessive d'alcool	5.62	4.45	5.86	5.19
Violences physiques et verbales	4.4	5.2	6.19	5.29
Animaux errants	6.06	4.3	5.13	5.11

# Chapitre 6. La dénonciation

#### Introduction

En Afrique, les taux de plainte sont en général faibles du fait que les résidents n'ont pas d'assurance ménage, que les policiers bien souvent font payer le dépôt de plainte et que le service rendu est en principe peu concluant du fait notamment de l'absence de moyens d'investigation. Nous allons voir que l'ouest frontalier tchadien ne déroge pas à la règle. Vu le faible nombre de cas, nous avons renoncé à présenter les chiffres de la dénonciation par zone.

#### La dénonciation

Le tableau suivant présente les chiffres de la dénonciation pour cambriolage. Comme on peut dénoncer à plusieurs institutions, la question était à caractère multiple. Sur 101 cas dénoncés, 21 cambriolages ont été dénoncés à plusieurs groupes en même temps comme la police, la gendarmerie et des voisins par exemple. La première colonne indique le nombre de cas dénoncés enregistrés dans le sondage. La seconde colonne présente les taux de dénonciations aux différents groupes mentionnés par les répondants. En moyenne, 51% des cambriolages ont été rapportés à quelqu'un. 49% ne sont jamais dénoncés. Sur les 192 cambriolages recensés dans le sondage, la police n'a reçu que 11 plaintes. Le taux de dénonciation à la police pour cambriolage plafonne à 5.7%. Ce taux est de 8.3% pour la gendarmerie. Bien que n'étant pas officiellement habilités à prendre une plainte, les chefs de quartier, quant à eux, reçoivent 13% de plaintes. Ceux à qui les résidents rapportent le plus cependant sont sans conteste les voisins (19.8%). Les parents proches sont aussi informés à raison de 8.9% des cas. Ces chiffres montrent que les institutions policières ont une connaissance très limitée de la réalité de la criminalité dans leur juridiction du simple fait que les résidents se tournent très rarement vers eux pour dénoncer les délits les plus fréquents.

Tableau 24 : Les destinataires des dénonciations pour cambriolage par type (en %)

	N	%
Stratégies policières		
Police	11	5.7
Gendarmerie	16	8.3
Stratégies judiciaires		
Tribunal	5	2.6
Stratégies administratives		
Chef quartier	25	13.0
Stratégies sociales		
ONG	4	2.1
Patriarche	0	0
Homme de Dieu	6	3.1
Parent proche	17	8.9
Voisin	38	19.8
N	122	122
Taux de dénonciation		51.0%

Pour synthétiser ces informations, nous avons distingué entre 4 stratégies de dénonciation. Une stratégie de dénonciation policière/gendarmique, une stratégie judiciaire (tribunal), une stratégie administrative (chef de quartier) et une stratégie sociale (société civile, voisin, parents, homme de Dieu). Il apparaît clairement que la stratégie préférée des résidents est de ne rien faire (49% des cas). Nous pourrions appeler cela une stratégie de résignation. Lorsque l'on choisit de dénoncer, on adopte plutôt une stratégie sociale consistant à avertir ses voisins, ses parents, l'homme de Dieu ou une ONG.

La stratégie policière ou gendarmique est à peu près aussi fréquente que la stratégie administrative visant à avertir le chef de quartier.

Tableau 25 : Les taux de dénonciation par type de stratégie (en %)

		Taux de dénonciation sur 198 cas	Pourcentage de dénonciation sur 101 cas dénoncés
	N	%	%
Police/gendarmes	24	12.1	23.8
Judiciaire	5	2.5	5.0
Administrative	25	12.6	24.8
Sociale	47	23.7	46.5
Total		51.0%	100%
N	101	198 cambriolages	101 cambriolages dénoncés

Si l'on se penche sur le cas des agressions, on observe que les taux de dénonciation sont à peu près identiques à ceux des cambriolages. 1 agression sur 2 est dénoncée. La police reçoit 20% des plaintes ; la gendarmerie 10%. Les victimes d'agressions rapportent leur cas également aux chefs de quartier (16.7%) ou, assez souvent, adoptent des stratégies sociales en informant les personnalités religieuses locales, des parents proches ou des voisins. Ces chiffres ne doivent pas être surinterprétés cependant, car le nombre de cas est faible : sur les 402 personnes interrogées, seules 30 ont été victimes d'une agression sur une période de trois années.

Tableau 26: Les destinataire de la dénonciation pour agression par type (en %)

	N	%
Police	6	20.0
Chef quartier	5	16.7
Tribunal	0	
Gendarmerie	3	10.0
ONG	0	
Patriarche	0	
Homme de Dieu	6	20.0
Parent proche	3	10.0
Voisin	1	3.3
N	24	30
Taux de dénonciation		50.0%

Dans cette zone frontière occidentale du Tchad, les victimes de cambriolage ayant dénoncé à la police sont 63.6% à se déclarer insatisfaites du traitement de la plainte par la police. Les taux d'insatisfaction sont similaires pour la gendarmerie (68.8%) et pour les chefs de quartier (72%). En revanche, les résidents se déclarent satisfaits du traitement de leur plainte pas les hommes de Dieu (33.3% d'insatisfaction) et les parents proches (17.7% d'insatisfaction). Ces faibles taux de satisfaction expliquent en partie les taux très faibles de dénonciation pour cambriolages aux institutions régaliennes.

Tableau 27 : Taux d'insatisfaction avec le traitement de la plainte

	N	%
Police	11	63.6
Chef quartier	25	72.0
Tribunal	5	60.0
Gendarmerie	16	68.8
Homme de Dieu	6	33.3
Parent proche	17	17.7

La pratique de se tourner plutôt vers les chefs de canton ou de carré est assez courante. Une femme du groupe Tawakaltou de la région de Daboua, dans la région du Lac, s'exprime ainsi :

« Les gens ne dénoncent pas beaucoup. Nous les retournées n'avons rien à dénoncer. En cas de problème nous allons chez le représentant du chef de canton et il nous trouve des solutions si possible. » (Entretien avec un focus group de femmes du groupe Tawakaltou, du 9 janvier 2018, région du Lac, Daboua)

# Chapitre 7. La perception de l'insécurité

Quelle est la perception de l'insécurité des résidents de cette frontière occidentale du Tchad ? Estiment-ils que la criminalité ou au contraire le terrorisme sont le problème prioritaire auquel ils sont confrontés ? Ou bien ces problèmes viennent au second plan du fait du marasme économique qui inquiète les résidents ? Comment perçoivent-ils l'évolution de la sécurité ces derniers mois ? Va-t-elle mieux ? Quel est leur sentiment d'insécurité lorsqu'ils sont seuls dans les rues de leur quartier ou de leur localité le jour mais aussi la nuit ? Le sondage permet de mesurer ces perceptions dans chacune des zones de l'étude. Voyons ce qu'il en est.

#### La position de la sécurité dans l'ordre des préoccupations des résidents

L'insécurité et la criminalité occupent la deuxième place après les questions économiques dans l'ordre des préoccupations des résidents de la frontière. Ce qui préoccupe le plus les résidents de l'ouest tchadien aujourd'hui est la situation économique. C'est vrai des habitants de la région du Lac, mais cela l'est également des résidents de la zone de N'Djamena. 78% des résidents du Lac considèrent que les questions économiques sont le problème le plus préoccupant de leur localité et 47.8% des résidents de la zone de N'Djamena pensent de même. L'exception vient du Mayo Kebbi Est. Pour les résidents de cette région, les problèmes économiques ne sont cités en priorité que par une petite minorité de 13.3% des habitants. Le problème principal de leur région réside dans l'insécurité et de la criminalité : 46.9% des résidents de la région citent l'insécurité comme étant le problème prioritaire. Cette insécurité ne semble pas être liée forcément au terrorisme (qui n'est nommément cité par aucun résident comme problème prioritaire) : il s'agit bien plutôt la petite et moyenne criminalité. Plus haut nous avons vu également que les taux de criminalité sont nettement plus élevés dans le Mayo Kebbi Est qu'ailleurs et que ces taux s'avèrent très élevés en comparaison internationale. Ce sont avant tout les femmes de la région du Mayo Kebbi Est qui placent l'insécurité liée à la criminalité en tête de leurs préoccupations : 58.8% d'entre elles le font contre 33.3% des hommes. Aucun résident du Mayo Kebbi Est ne mentionne le terrorisme comme préoccupation principale.

Dans la région du Lac, la menace terroriste n'arrive aujourd'hui en tête des préoccupations que pour 14.2% de résidents. Les femmes y sont plus sensibles que les hommes. Pour 17.1% des femmes de la région, le terrorisme est la préoccupation principale contre 11.3% des hommes. La criminalité n'est mentionnée par aucun homme et par seulement 4.3% des femmes. Ailleurs sur cette frontière occidentale, le terrorisme est encore rarement mentionné comme problème principal. Moins de 1% des résidents de la zone frontalière de N'Djamena le mentionnent comme problème prioritaire malgré la proximité avec l'extrême nord agité du Cameroun. Dans la zone de N'Djamena, les problèmes économiques sont jugés prioritaires par 47.8% des résidents. A l'analyse cependant, ce sont essentiellement les hommes de cette zone qui citent les problèmes économiques comme préoccupation principale (66%). La criminalité n'est le problème principal que pour 11.3% des hommes. A l'inverse, les femmes sont d'avis que la criminalité est le problème principal (45%) suivi d'assez loin par les problèmes économiques (31.7%).

Les dévastations de champs et le vol de bétail sont plus souvent cités comme problème prioritaire dans le Mayo Kebbi Est qu'ailleurs. 12.5% des résidents de cette zone citent ce problème comme problème principal et 5.5% ajoutent le vol de bétail. Ces problèmes peuvent donner lieu à des conflits intercommunautaires et c'est dans cette région du Mayo Kebbi Est que les résidents mentionnent également ces conflits comme problèmes prioritaires, bien que très rarement en réalité (3.1%).

Tableau 28 : Le problème prioritaire dans la localité selon les résidents par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
La situation économique et le chômage	78.0	13.3	47.8	47.4
L'insalubrité	0.7	3.9	2.7	2.4
La circulation routière	0.7	6.3	1.8	2.9

L'insécurité et la criminalité	2.1	46.9	29.2	25.1
Les menaces terroristes	14.2	0.0	0.9	5.5
Les trafics (arme, organes, humains,	4.3	3.1	1.8	3.1
drogue et tramol)				
Enlèvement (kidnapping)	0.0	1.6	0.0	0.5
Les conflits intercommunautaires	0.0	3.1	0.9	1.3
Les vols de bétails	0.0	5.5	0.9	2.1
Dévastation des champs	0.0	12.5	8.0	6.5
Pas de problèmes	0.0	3.9	6.2	3.1
Total	100%	100%	100%	100%
N	141	128	113	382

Les préoccupations principales varient en fonction du genre. Toutes zones confondues, la majorité des hommes (58.2%) considèrent que l'économie et le chômage est le problème prioritaire ; seules 37.4% des femmes partagent cet avis. Les femmes, en revanche, placent volontiers l'insécurité liée à la criminalité en tête des problèmes locaux : 35.4% le font contre 14.1% des hommes.

#### L'évaluation de la probabilité de la criminalité

En moyenne, pratiquement 1 résident sur 2 se déclare inquiet face au risque d'être victime d'un cambriolage à son domicile. C'est sans surprise que l'on constate que cette crainte est exprimée surtout dans le Mayo Kebbi Est (69.6%) alors qu'elle est nettement moins fréquente dans la région du Lac (32.1%). Le schéma est identique pour les agressions. 20.9% des résidents du Mayo Kebbi Est expriment une certaine inquiétude à ce propos alors que cette crainte est résiduelle dans la région du Lac (0.7%). N'Djamena se situe entre les deux (8.1%). On rappellera ici que le Mayo Kebbi Est connait des taux de cambriolages hors norme. Les risques de viols ne sont pratiquement jamais évoqués. Interrogés sur le risque d'être victimes d'un délit dans les prochains 12 mois, seuls 12.3% des résidents du Lac considèrent que c'est probable alors que 42.6% des résidents du Mayo Kebbi Est pensent ainsi. De nouveau, N'Djamena se situe entre ces deux extrêmes : 32.7% des résidents de la zone estiment probable d'être victimes d'un délit au cours de la prochaine année.

Tableau 29 : L'inquiétude face aux risques d'être victime d'un cambriolage, d'une agression, d'une agression sexuelle et à la probabilité d'être victime d'un délit dans les 12 prochains mois (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Je suis inquiet d'être victime d'un cambriolage	32.1	69.6	47.5	49.6
Je suis inquiet d'être victime d'une agression	0.7	20.9	8.1	9.8
Je suis inquiet d'être victime d'un viol (femme uniquement)	1.5	1.5	1.4	1.5
Je pense probable d'être victime d'un délit dans les 12 prochains mois	12.3	42.6	32.7	28.5

L'inquiétude face aux différents délits est toujours plus élevée chez les femmes que chez les hommes. 58.6% des femmes se déclarent inquiètes face au risque de cambriolage, 11.1% face au risque d'agression et 34% pensent qu'il est probable qu'elles soient victimes d'un délit dans les prochain 12 mois. Les hommes, quant à eux, sont 40.7% à se déclarer inquiets face au risque d'un cambriolage, 8.5% face au risque d'une agression et 22.6% estiment probable qu'ils soient victimes d'un délit dans les prochains 12 mois. Ce fossé entre les genres s'observe dans les trois régions étudiées.

## L'évaluation du niveau de sécurité et de son évolution

Les résidents attribuent à la sécurité des notes supérieures à la moyenne de 5 à toutes les zones. N'Djamena obtient 6.3 sur 10, le Lac 6.2 et le Mayo Kebbi Est 6.0. « 10 », sur cette échelle signifie que le niveau de sécurité est très élevé.

Tableau 30 : Estimation par les résidents du niveau de sécurité sur une échelle de 1 (très mauvais) à 10 (très bon) par zone (moyenne)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
Moyenne attribuée à la sécurité	6.2	6.0	6.3	6.2
Total	100%	100%	100%	100%
N	141	136	125	402

La majorité des habitants de la zone frontalière ouest du Tchad sont d'avis que la situation sécuritaire s'est améliorée au cours des 12 derniers mois. Les plus positifs sont les résidents du Lac : 82.3% d'entre eux sont de cet avis. 57.8% de ceux du Mayo Kebbi Est et 53.4% de N'Djamena partagent également cet avis. Peu de résidents estiment que la situation s'est détériorée. Les données de sondage sont corroborées par les entretiens et différents focus groups réalisés dans la région du Lac:

« Le plus grand problème ici c'était Boko Haram mais maintenant ça va mieux depuis que l'ANT est là » (Focus group avec des notables à Kouloufoua, région du Lac, le 16.01.18).

L'avis très positif sur l'évolution de la sécurité exprimé par les habitants du Lac est confirmé par les entretiens qualitatifs. Pour les habitants, le référentiel est la période 2014-2015 particulièrement troublée dans la région et avant que les forces de défense et de sécurité nationale ne s'y déploient massivement. Les attentats dans la zone ont diminué depuis et les résidents de la zone constatent cette amélioration.

Tableau 31 : L'évolution sur les derniers 12 mois de la sécurité selon les résidents par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Amélioration	82.3	57.8	53.4	65.4
Pas de changement	12.1	26.6	36.4	24.3
Détérioration	5.7	15.6	10.2	10.3
Total	100%	100%	100%	100%
N	141	128	118	387

En désagrégeant les données par sexe, il s'avère que ce sont essentiellement les hommes qui s'expriment positivement sur l'évolution de la sécurité. Les femmes bien souvent, comme à N'Djamena (55%) et dans le Mayo Kebbi Est (38.1%), estiment plutôt que la situation n'a pas changé. Même dans la région du Lac, près d'un quart des femmes estiment que la situation sécuritaire n'a pas changé alors que 93% des hommes pensent quant à eux qu'elle s'est améliorée.

Tableau 32 : Opinion sur l'évolution de la sécurité selon le genre et la zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena
Hommes	%	%	%
Amélioration	93.0	76.9	72.6
Pas de changement	0.0	15.4	19.4

Détérioration	7.4	7.7	8.0
Total	100%	100%	100%
N	71	65	62
Femmes			
Amélioration	71.4	38.1	32.1
Pas de changement	24.3	38.1	55.4
Détérioration	4.3	23.8	12.5
Total	100%	100%	100%
N	70	63	56

#### Le sentiment d'insécurité

Le sentiment d'insécurité est très bas de jour dans les localités de tout l'ouest frontalier tchadien. La très grande majorité des résidents s'estiment en sécurité lorsqu'ils se promènent seuls de jour dans les rues de leur quartier ou de leur localité. 97.8% pensent ainsi. En revanche, de nuit, les perceptions changent. Elles changement modestement dans la région du Lac où moins d'un quart des résidents (24.2%) s'estiment en insécurité lorsqu'ils se promènent seuls la nuit. Cette proportion de résidents insécurisés grimpe fortement pour atteindre 62.4% dans le Mayo Kebbi Est et 52% à N'Djamena.

Tableau 33 : Le sentiment d'insécurité de jour par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Sécurisé	95.7	97.8	100.0	97.8
Pas sécurisé	4.3	2.2	0.0	2.2
Total	100%	100%	100%	100%
N	141	136	123	400

Tableau 34 : Le sentiment d'insécurité de nuit par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Sécurisé	75.8	37.6	48.0	55.2
Pas sécurisé	24.2	62.4	52.0	44.8
Total	100%	100%	100%	100%
N	128	109	98	335

Ce sentiment de sécurité est cependant propre au périmètre urbain. Lorsque l'on se déplace hors de la ville, dans certains endroits, les perceptions changent. Un notable de Liwa, au nord du lac Tchad, considère la zone des îles comme étant encore dangereuse :

« Pour l'élevage, les troupeaux étaient habitués aux abondants pâturages sur les îles. Sur la terre ferme, il n'y a presque pas de pâturages. Ainsi, les troupeaux ramenés sur la terre ferme fuient vers les îles et quand les propriétaires les suivent, Boko Haram récupère ces troupeaux et tuent les propriétaires. A partir d'ici, Au-delà de 45 km dans la direction sud-ouest, c'est une zone de danger. » (Entretien avec un notable de Liwa, région du Lac, du 8 janvier 2018)

Dans la région du Lac, nous avons interrogé les femmes du groupement Tawakaltou réunies en focus group. L'une d'entre elles s'exprime ainsi :

Ici la sécurité est meilleure mais nous continuons à garder en nous la peur. Le problème majeur est la présence de Boko Haram mais ici à Daboua, ça va. C'est quand on sort de la ville vers Kayga ou bien quand on va sur les îles que la situation est très dangereuse. (Focus group avec les femmes du groupement Tawakaltou, Daboua, du 9 janvier 2018)

#### Le profil des insécurisés

De jour, femmes et hommes se déclarent insécurisés dans les mêmes proportions. Cependant, il n'en va pas de même de nuit. L'insécurité de nuit inquiète essentiellement les femmes et cela indépendamment des zones. Dans la région du Lac, 30.7% des femmes se déclarent insécurisées de nuit contre 18.2% des hommes. Dans le Mayo Kebbi Est, ce sont 86.8% des femmes qui sont insécurisées de nuit contre 39.3% des hommes et la situation est assez similaire dans la zone de N'Djamena où 73.2% des femmes sont insécurisées de nuit contre 36.8% des hommes.

Tableau 35 : Le pourcentage d'insécurisés par genre par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
Pourcentage d'hommes insécurisés	18.2	39.3	36.8	30.7
Pourcentage de femmes insécurisées	30.7	86.8	73.2	60.9

Le sentiment d'insécurité varie également en fonction des territoires, comme on l'a vu. La nuit, l'insécurité est plus élevée dans le Mayo Kebbi Est et à N'Djamena que dans la région du Lac. Outre le genre, le sentiment d'insécurité grimpe également en fonction d'une expérience récente d'agression ou de cambriolage et la présence de bandes de jeunes agressives dans le quartier. Le taux élevé d'insécurisés dans le Mayo Kebbi Est s'explique par les taux élevés de criminalité, la prévalence forte de la victimisation et la présence de bande de jeunes agressives. Plus vulnérables, les femmes y sont plus sensibles que les hommes.

# Chapitre 8. L'image des forces de sécurité intérieure

Quelle perception ont les résidents de l'ouest frontalier tchadien des différentes forces de sécurité intérieure ? Quelles forces sont réputées plus à même d'assurer la sécurité dans les zones urbanisées de la frontière ? Comment les résidents perçoivent-ils le travail des différentes forces de sécurité intérieure sur les thématiques de la lutte contre la criminalité, la lutte contre le terrorisme, la lutte contre les trafics en tous genres et la lutte contre le vol de bétail ? Le travail de ces différentes forces s'améliore-t-il depuis deux ans ? Le contact avec les forces de sécurité est-il fréquent ? Et lorsqu'il y a eu un contact, les résidents sont-ils satisfaits de ce contact ? Lorsqu'ils ne le sont pas, quels motifs avancent-ils ? Ce chapitre tente de répondre à toutes ces questions.

## L'opinion sur les capacités des forces de sécurité intérieure

Toutes zones confondues, la police nationale est jugée par les résidents comme étant l'institution qui assure le mieux la sécurité dans leur zone (40.4%). Si dans la région du Lac, la police nationale (33.1%) partage cette place avec la gendarmerie nationale (33.8%), elle devance nettement cette dernière dans le Mayo Kebbi Est (43.9% contre 29.3% pour la gendarmerie) et dans la zone de N'Djamena (45.9% contre 22.9% pour la gendarmerie). La garde nomade est peu mentionnée (4.6%) par les résidents comme institution principale de la sécurité dans leur zone. L'armée l'est un peu plus (10.2%). C'est surtout dans la région du Lac que l'armée joue un rôle clef aux yeux des résidents (25.2%) alors que moins de 2% pensent ainsi à N'Djamena et dans le Mayo Kebbi Est. Dans le Mayo Kebbi Est, les chefs de quartier sont mentionnés par 10.6% des résidents comme les garants principaux de la sécurité. C'est dans la zone de N'Djamena que l'on trouve le plus de sceptiques qui estiment que personne n'assure véritablement la sécurité. 16.5% des résidents le pensent tandis que, dans le Mayo Kebbi Est, 9.8% sont de cet avis. Les sceptiques sont pratiquement inexistants dans la région du Lac (0.7%).

Tableau 36 : Opinion des résidents sur les institutions les plus à même d'assurer la sécurité dans leur zone par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Police	33.1	43.9	45.9	40.4
Gendarmerie	33.8	29.3	22.9	29.1
Garde nomade	3.6	4.1	6.4	4.6
Chefs de quartier	3.6	10.6	4.6	6.2
Comité de vigilance	0	1.6	1.8	1.1
Armée	25.2	0.8	1.8	10.2
Personne	0.7	9.8	16.5	8.4
N	139	123	109	371

Dans les zones frontalières de l'ouest du Tchad, des comités de vigilance ont été créés dans la plupart des 18 localités couvertes par l'enquête pour faire face à la montée en puissance de Boko Haram. Ces comités ont joué et continuent de jouer un rôle qui se cantonne cependant dans la surveillance et les fouilles. Ils sont là pour surveiller des lieux de cultes, les marchés et les lieux de rassemblement qui sont réputés vulnérables à des attentats. Bien qu'ils ne soient pas considérés comme l'acteur principal de la sécurité – et donc très peu mentionnés comme tel dans le sondage -, ils jouent néanmoins un rôle reconnu par les populations et contribuent à assurer la sécurité. Les entretiens menés avec des focus groupes, des acteurs locaux ou même les forces de sécurité l'ont souligné. Un notable de Liwa au nord témoigne ainsi :

« Il y a un groupe de vigilance qui travaille avec les forces de sécurité. Avec leur concours salutaire il y a une amélioration de la situation sécuritaire.» (entretien avec un notable de Liwa à Daboua, région du Lac, 08.01.18).

Un délégué du quartier de Farcha-Milesi s'exprime également positivement sur le comité de vigilance du quartier :

« Oui, il y a le comité de vigilance et les gens surveillent les coins avec des gendarmes et les policiers. Ils fouillent les gens, etc. Leur travail est bien apprécié et ils collaborent bien les forces de sécurité ». (Entretien avec un délégué du quartier de Farcha-Milesi, N'Djamena, du 4.12.2018)

## L'image des forces de sécurité intérieure

Les tableaux suivants indiquent les pourcentages de bonne image par force de sécurité, par région et par thématique.

En matière de lutte contre la criminalité, l'image ne varie guère d'une force de sécurité à l'autre et s'avère bonne. Toutes zones confondues, environ 80% des résidents sont d'avis que la police, la gendarmerie et la garde nomade travaillent bien. L'image est moins bonne dans le Mayo Kebbi Est (environ 65%) qu'ailleurs. L'image des forces de sécurité intérieure est la meilleure dans la région du Lac. La police y est plébiscitée avec 99.2% d'avis positifs, suivi de la gendarmerie (96.3% d'avis positifs) et de la garde nomade (94.2% d'avis positifs).

L'image de ces forces de sécurité intérieure est encore meilleure si l'on parle de la lutte contre le terrorisme. 90.2% des résidents en moyenne estiment que la police fait du bon travail en la matière. Les chiffres sont pratiquement identiques pour la gendarmerie (88.6%) et la garde nomade (88.7%). C'est à nouveau dans la région du Lac que la lutte contre le terrorisme satisfait le plus les résidents et dans le Mayo Kebbi Est où l'image des forces de sécurité en la matière est un peu plus en retrait. Néanmoins, même dans le Mayo Kebbi Est, le taux de satisfaction est élevé : 74.7% des résidents pensent que la police fait du bon travail en matière de lutte contre le terrorisme. Les membres d'une coordination des associations des jeunes rencontrés à Bol se sont exprimés ainsi sur la reprise en main de la sécurité par les forces de sécurité tchadiennes :

« Le Lac est sous état d'urgence depuis 2 ans et des forces ont été déployées ici, à Daboua et à Bagassola pour combattre Boko Haram. L'ANT a bien rendu sa mission de sécurisation. Boko Haram a été chassé. La gendarmerie a bien pris la relève de l'armée » (focus group avec les membres d'une coordination d'association des jeunes, Bol, 18.01.18).

S'agissant de la lutte contre les trafics en tous genres et la lutte contre le vol de bétail, les avis sont un peu moins positifs et se situent plutôt autour des 70% de satisfaction, ce qui reste de bons scores. On observe le même schéma régional : les résidents du Lac sont toujours plus positifs que ceux du Mayo Kebbi Est tandis que ceux de la zone de N'Djamena se situent entre les deux.

Tableau 37 : Pourcentage de bonne image de la police, de la gendarmerie et de la garde nomade en matière de lutte contre la criminalité par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Police	99.2	64.9	76.1	81.3
Gendarmerie	96.3	66.1	75.0	79.9
Garde nomade	94.2	64.0	74.2	78.6
N	103-135	86-121	97-109	286-353

Tableau 38 : Pourcentage de bonne image de la police, gendarmerie et garde nomade en matière de lutte contre le terrorisme par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Police	100.0	74.7	91.3	90.2
Gendarmerie	98.5	74.2	88.7	88.6
Garde nomade	99.1	76.3	87.3	88.7
N	110-134	80-193	102-104	292-327

Tableau 39 : Pourcentage de bonne image de la police, gendarmerie et garde nomade dans la lutte contre les trafics en tous genres par zone (en %)

	Lac	Mayo	N'Djamena	Total
		Kebbi Est		
	%	%	%	%
Police	96.1	52.5	56.1	71.6
Gendarmerie	96.2	50.5	52.9	69.8
Garde nomade	90.6	45.9	50.6	63.7
N	103-135	86-121	97-109	286-353

Tableau 40 : Pourcentage de bonne image de la police, gendarmerie et garde nomade en matière de vol de bétail par zone (en %)

	Lac	Mayo	N'Djamena	Total
		Kebbi Est		
	%	%	%	%
Police	93.4	52.1	76.8	73.3
Gendarmerie	88.4	51.0	76.4	70.6
Garde nomade	95.4	56.6	73.6	76.4
N	87-95	76-102	53-56	216-252

Les résidents, d'une manière générale, considèrent que les forces de sécurité ont fait des progrès ces derniers deux ans. En moyenne, toutes zones confondues, 67.8% des résidents interrogés pensent que le travail de la police s'est amélioré depuis 2016. 87.6% des résidents du Lac pensent ainsi. Les résidents du Mayo Kebbi Est sont plus tièdes mais il se dégage toute de même également une majorité de 55.7% chez eux à penser que le travail de la police s'est amélioré. Dans la zone de N'Djamena, l'opinion est assez similaire à celle du Mayo Kebbi Est.

Tableau 41 : Evolution du travail de la police sur les derniers deux ans selon les résidents par zone (en %)

Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
%	%	%	%
87.6	55.7	58.0	67.8
12.4	29.6	33.6	24.8
0.0	14.8	8.4	7.4
100%	100%	100%	100%
129	115	119	363
	% 87.6 12.4 0.0 100%	Kebbi Est       %     %       87.6     55.7       12.4     29.6       0.0     14.8       100%     100%	Kebbi Est       %     %       87.6     55.7     58.0       12.4     29.6     33.6       0.0     14.8     8.4       100%     100%     100%

Les avis sur l'évolution de travail de la gendarmerie sont pratiquement identiques à l'opinion exprimée sur la police. Là aussi, la tendance est positive et les résidents sont d'avis que la gendarmerie s'est

améliorée ces derniers deux ans. C'est cependant dans la zone de N'Djamena que l'opinion est la plus réservée cette fois. Si la moitié des résidents estiment que le travail de la gendarmerie s'est amélioré, 36.7% pensent néanmoins qu'il n'y a pas eu de changement.

Tableau 42 : Evolution du travail de la gendarmerie sur les derniers deux ans selon les résidents par zone (en %)

	Lac	Mayo	N'Djamena	Total
		Kebbi Est		
	%	%	%	%
Amélioration	93.9	54.5	50.0	66.9
Pas de changement	6.1	26.8	36.7	22.7
Détérioration	0.0	18.7	13.3	10.4
Total	100%	100%	100%	100%
N	132	123	120	375

L'opinion est également plus réservée sur l'évolution du travail de la garde nomade. Toutes zones confondues, il se dégage une petite majorité de 56.9% à penser que la garde nomade, elle aussi, fait des progrès. Mais un tiers des résidents (33.1%) pensent qu'il n'y a pas de changement notable et 10% affirment même percevoir une détérioration. Les avis en général très positifs pour la gendarmerie et la police dans la région du Lac y sont donc nettement plus réservés pour la garde nomade (65.4%).

Tableau 43 : Evolution du travail de la garde nomade sur les derniers deux ans selon les résidents par zone (en %)

	Lac	Mayo	N'Djamena	Total
		Kebbi Est		
	%	%	%	%
Amélioration	65.4	54.6	50.5	56.9
Pas de changement	34.6	28.4	35.5	33.1
Détérioration	0.0	17.0	14.0	10.0
Total	100%	100%	100%	100%
N	104	88	107	299

Cependant, il faut noter que ce sont avant tout les hommes qui s'expriment ainsi positivement sur l'évolution de travail de la police. Toutes zones confondues, 81.5% des hommes perçoivent une amélioration. Les femmes ne sont pas du même avis. 52.9% perçoivent une amélioration mais 36.8% estiment que la situation ne change pas et même 10.3% des femmes pensent qu'elle s'empire. Les résultats sont à peu près identiques pour la gendarmerie. Pour la garde nomade, les avis sont encore plus divergents entre femmes et hommes. Si 76.2% des hommes disent percevoir des progrès dans l'évolution du travail de cette force de sécurité, seules 38.2% des femmes partagent cet avis.

Les entretiens avec des responsables administratifs ou des focus groups donnent une image plus écornée des forces de sécurité que le sondage. Tous reconnaissent que la sécurité s'est améliorée avec le déploiement des forces de sécurité dans la région du Lac et bien souvent la collaboration avec les autorités administratives est considérée comme étant bonne à quelques exceptions près. Mais il y a de nombreuses voix discordantes. Dans l'île de Koidjirom, le comportement des agents de sécurité est mis en cause.

« Il faut d'abord discipliner les agents des forces de l'ordre et expliquer à chacun son vrai travail ici. (...) Chacun se mêle du travail des autres, la gendarmerie est là pour la sécurité des populations mais pas pour déranger les pêcheurs, pour traquer les délinquants et pas le marché, etc. Ils prennent les tickets d'amendes forfaitaires et obligent les gens à payer. S'ils discutent, ils augmentent les montants. J'ai discuté avec le chef de poste mais rien. Les commerçants ont voulu fermer le marché et j'ai dû intervenir. Pour les pêcheurs, normalement ils payent le permis de pêcher et une redevance au chef de canton. Maintenant les gendarmes, l'ANS, tous veulent un droit sur le pêcheur. » (Entretien avec un responsable administratif, île de Koidjirom, région du Lac, du 14 janvier 2018)

#### Même son de cloche à Bol :

« Cependant, quelques difficultés persistent avec les forces de sécurité. Il y a l'arnaque de la population par les autorités traditionnelles en complicité avec les forces de sécurité et les gens ne sont pas prêts à respecter les chefs. Les jeunes ne sont pas sensibilisés sur leur droit et cela fait le lit des arnaques. » (Entretien avec un responsable, Bol, région du Lac, du 18 janvier 2018)

#### Un responsable syndical de Bol se plaint des tracasseries faites aux piroguiers :

« Par rapport à nos activités de transport sur le fleuve, le déploiement de la force mixte n'a pas permis de reprendre les activités comme nous l'aurions voulu. En plus les forces de sécurité prennent absolument 2 000 par pirogue. Si les piroguiers S'ils refusent ils prennent le moteur et amende 50 000 et 60 000 francs. Même hier 2 pirogues ont été arrêtées et amendées. » (Entretien avec un responsable syndical de Bol, région du Lac, du 18 janvier 2018)

## Les femmes de l'Union Al Choura de Mani s'expriment ainsi :

« De façon générale, il n'y a pas de sécurité ici. De manière régulière il y a des cas d'agressions par les forces de sécurité mêmes et des conflits agriculteurs/éleveurs. C'est surtout au bord du fleuve et au poste de péage que les menaces des forces de l'ordre sont les plus récurrentes et ce en permanence. » (Entretien avec les femmes du l'Union Al-Choura de Mani, région du Hadjer Lamis, du 8 janvier 2018)

#### Un groupe de jeunes hommes de la ville de Bongor s'exprime ainsi :

« Les forces de sécurité mis à part la police sont mal perçues par ici. Nous ne nous sentons pas protégés par elles puisque les agents cherchent seulement gain facile. Elles passent à côté de leurs missions de protection. Elles sont devenues nos bourreaux. Les arnaques, les sévices corporels, la confiscation des téléphones sont des pratiques que nous subissons au quotidien. » (Entretien avec un groupe de jeunes hommes 18-30 ans à Bongor, région du Mayo Kebbi Est, du 12 janvier 2018)

#### Un responsable administratif de Bongor fait une distinction entre la police et la gendarmerie :

« Globalement ces derniers temps il y a une bonne image des forces de sécurité, surtout la police. Les gendarmes, par contre, sont vus comme des racketeurs. Le travail particulier de la police fait que la population se sent protégée par elle. Elle est toujours bien perçue comme accomplissant normalement sa mission, ce qui n'est pas le cas des autres forces. Il faut revoir le recrutement et l'application de la déontologie dans l'exercice de leurs missions car ils se sentent tout permis et ternissent l'image de l'administration publique. » (Entretien avec un responsable administratif de Bongor, Bongor, région du Mayo Kebbi Est, du 13 janvier 2018)

## L'impartialité des forces de sécurité intérieure

Comment les résidents de la zone frontière occidentale du Tchad jugent-ils de l'impartialité des forces de sécurité ? Celles-ci appliquent-elles à la lettre la déontologique qui veut qu'elles doivent traiter tout le monde de la même manière ? Le sondage mesure cet indicateur en demandant aux résidents s'ils estiment que les forces de sécurité traitent toujours, parfois ou jamais les personnes de la même manière. Nous avons regroupé les réponses « toujours » et « parfois » en une seule catégorie appelée dans les tableaux suivant « traitement différent ».

L'opinion des résidents ne varie guère d'une force de sécurité à l'autre. Toutes, estiment-ils, dérogent au principe de déontologie qui veut que l'on traite de la même manière toutes les personnes quel que soit leur origine, leur sexe, leur âge, leurs opinions ou leur ethnie. Les plus positifs sont les résidents de la région du Lac dont la majorité considèrent que la police, la gendarmerie et la garde nomade traitent tout le monde de la même manière. 63.4% des résidents de la région du Lac pensent ainsi de la police. C'est dans les villes frontières du Mayo Kebbi Est que la grande majorité des résidents pensent au contraire que ces forces de sécurité ne traitent pas toutes les personnes de la même manière. La très grande majorité - 88% - d'entre eux pensent ainsi que la police déroge à ce principe. Les résidents de N'Djamena sont plutôt d'accord avec ceux du Mayo Kebbi Est. 77.4% partagent leur avis négatif sur l'impartialité de la police. Les chiffres pour la gendarmerie et la garde nomade sont pratiquement identiques.

Tableau 44: L'opinion des résidents sur l'impartialité de la police par zone (en %)

Lac	Mayo	N'Diamona	Total
Lac	iviayo	N Djamena	Total
	Kebbi Est		
%	%	%	%
63.4	12.0	22.6	34.1
36.6	88.0	77.4	65.9
100%	100%	100%	100%
123	108	106	337
	63.4 36.6 100%	Kebbi Est           %         %           63.4         12.0           36.6         88.0           100%         100%	Kebbi Est         %         %           %         %         %           63.4         12.0         22.6           36.6         88.0         77.4           100%         100%         100%

Tableau 45: L'opinion des résidents sur l'équité de la gendarmerie par zone (en %)

	Lac	Mayo	N'Djamena	Total
		Kebbi Est		
	%	%	%	%
Même traitement	64.5	9.7	16.0	31.4
Traitement différent	35.5	90.3	84.0	68.6
Total	100%	100%	100%	100%
N	124	114	106	344

Tableau 46: L'opinion des résidents sur l'équité de la garde nomade par zone (en %)

	Lac	Mayo	N'Djamena	Total
		Kebbi Est		
	%	%	%	%
Même traitement	64.5	9.6	16.0	31.4
Traitement différent	35.5	90.4	84.0	68.6
Total	100%	100%	100%	100%
N	124	114	106	344

Les répondants ayant déclaré que la police ne traite pas tout le monde de la même manière avancent plusieurs raisons à cela. 89.6% d'entre eux estiment que la police avantage ceux qui la corrompent.

53.2% d'entre eux citent des raisons ethniques qui font que la police a un comportement discriminatoire. 48.7% d'entre eux estiment que le statut social joue un rôle également. L'âge, le sexe ou la religion sont peu mentionnés comme motif d'un traitement différent.

Tableau 47 : Les raisons d'un traitement différent par la police selon les résidents (réponses multiples)

	N	%
Sexe	11	5
Âge	7	3.1
Statut social	108	48.7
Corruption	199	89.6
Appartenance ethnique	118	53.2
Religion	25	11.3

Le thème de la corruption est revenu fréquemment dans les entretiens. Un chef de quartier nous a déclaré ceci :

« Même pour porter plainte, il faut payer une somme. Il n'y pas de justice dès que tu donnes un peu d'argent tu auras raison, la brigade enferme plus d'une semaine même les enfants. Ils sont tous corrompus. Brigades et commissariats, ils vivent aux dépends de la population ; ils nous font subir des sévices corporels, arrachent les téléphones ; les plaintes contre eux n'aboutissent pas et ils envoient l'ANS te prendre si tu en parles à la radio. » (Entretien avec un chef de quartier à Bongor, région du Mayo Kebbi Est, du 13 janvier 2018)

Un autre responsable administratif se plaint également

« Ils font trop de tracasseries aux pauvres gens. Il faut payer 250 par personne pour traverser pour les étrangers et les commerçants. Ils mettent cet argent dans une caisse commune entre GNNT/gendarme/police. Avec les policiers camerounais, il n'y a pas de problème en général. ... C'est compliqué pour la pêche car le poisson est rare mais en plus, les forces de sécurité exigent de prendre une partie de nos produits absolument. » (Entretien avec un responsable administratif)

Lors d'un focus group avec des notables de Liwa, l'un d'eux relevait la pratique de la garde nationale et nomade qui consiste à exiger des sommes d'argent lorsqu'ils récupèrent des troupeaux volés :

« La GNNT, même en cas de troupeau retrouvé, ils exigent l'argent et des fois ils vendent certains troupeaux. Ils collaborent peu avec les chefs de canton. Sauf en cas de problèmes. » (Entretien avec un focus group de notables de Liwa, du 9 janvier 2018)

La pratique des tracasseries pour les traversées de fleuve est souvent mentionnée dans les entretiens. Un responsable du Hadjer Lamis s'en plaint :

« Par ailleurs il y a aussi des cas d'extorsions de la part des agents installés sur les bords du fleuve et des agents des eaux et forêts qui perçoivent arbitrairement des fonds sans délivrer de reçus officiels. » (Entretien avec un responsable administratif, Hadjer Lamis, du 6 janvier 2018)

La discrimination ethnique est également une thématique évoquée dans les focus groups comme en témoigne cet extrait d'entretien avec un focus group de N'Djamena :

« Il faut dire la vérité, les forces de l'ordre font la différence entre les originaires d'ici et ceux venus du sud ; si tu as un problème et que tu es sudiste tu n'auras jamais raison. » (Entretien avec un focus group à N'Djamena, du 6 janvier 2018)

#### Le contact avec les forces de sécurité intérieure

Les contacts personnels avec les forces de sécurité intérieure ne sont pas très fréquents dans ces zones frontières. Avec la police et la gendarmerie, un peu moins d'un résident sur cinq a eu un contact avec ces institutions au cours des deux années précédant l'interview. La fréquence du contact avec la police est environ deux fois plus élevée dans la région du Lac (30.8%) que dans le Mayo Kebbi Est (15.8%) ou dans la région de N'Djamena (12%). Dans le Mayo Kebbi Est, les résidents ont plus affaire avec la gendarmerie (22.2%) que la police (15.8%). C'est uniquement dans la région du Lac que des contacts ont lieu avec la garde nomade. 11.5% des résidents de la zone mentionnent un contact avec cette institution sur les deux dernières années. Dans le Mayo Kebbi Est, moins de 1% des résidents mentionnent avoir eu un contact avec la garde nomade au cours des deux dernières années.

Tableau 48 : La fréquence d'un contact des résidents au cours des deux dernières années avec la police, la gendarmerie et la garde nomade par région (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Oui, j'ai eu un contact avec la police	30.8	15.8	12.0	19.7
Oui, j'ai eu un contact avec la gendarmerie	21.5	22.2	10.4	18.2
Oui, j'ai eu un contact avec la garde nomade	11.5	0.9	2.4	5.1
N	122-135	108-135	125	355-395

Le niveau de satisfaction lors d'un contact dépend des régions. Il est très élevé, quelle que soit l'institution en cause, dans la région du Lac ; il est le moins élevé, voire très bas, dans la zone de N'Djamena. Dans la région du Lac, 87.8% des résidents ayant eu un contact avec la police nationale au cours des deux dernières années se sont déclarés satisfaits du contact. Le contact avec la gendarmerie a satisfait 93.1% des résidents du Lac et celui avec la garde nationale en a satisfait 85.7%.

A l'inverse, dans la zone de N'Djamena, seuls 26.7% des résidents ayant eu un contact avec la police nationale se sont déclarés satisfaits du contact et 15.4% de ceux qui ont eu un contact avec la gendarmerie s'en sont déclarés satisfaits. Dans le Mayo Kebbi Est, le taux de satisfaction est plus élevé qu'à N'Djamena : 45% se sont déclarés satisfaits du contact avec la police et 43.3% du contact avec la gendarmerie.

Tableau 49 : La satisfaction lors d'un contact des résidents au cours des deux dernières années avec la police, la gendarmerie et la garde nationale par région (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
Oui, j'ai eu un contact satisfaisant	87.8	45.0	26.7	64.5
avec la police				
Oui, j'ai eu un contact satisfaisant	93.1	43.3	15.4	58.3
avec la gendarmerie				
Oui, j'ai eu un contact satisfaisant	85.7	-	-	66.7
avec la garde nomade				
N	14-41	20-30	13-15	18-76

Interrogés sur les raisons de leur insatisfaction avec le contact policier, les résidents avancent avant tout des motifs d'ordre déontologique plutôt que de performance. 64.7% des raisons avancées sont de cet ordre. La raison la plus fréquemment avancée est la tracasserie avec demande d'argent : 37% des insatisfaits ont mentionné ce problème.

53.8% des motifs avancés pour expliquer l'insatisfaction avec la gendarmerie sont eux aussi d'ordre déontologique. La moitié des insatisfaits expliquent que la gendarmerie leur a demandé de l'argent. 100% des motifs d'insatisfaction avec la garde nomade sont d'ordre déontologique. Les insatisfaits expliquent surtout que la garde nomade ne les a pas traités convenablement (28.6%), qu'ils ont essuyé des insultes (21.4%) et reçu des menaces (21.4%). Les tracasseries sous forme de demandes d'argents sont peu mentionnées pour cette force de sécurité (7.1%).

Tableau 50 : Les motifs de l'insatisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police, la gendarmerie et la garde nomade (en %)

	Police	Gendarmerie	Garde nomade
	%	%	%
Insultes	14.8	17.9	21.4
Agression	0.0	10.7	7.1
Menaces	11.1	10.7	21.4
Pas convenable	33.3	10.7	28.6
Préjugés sur ma nationalité	0.0	0.0	7.1
Préjugés sur mon ethnie	14.8	0.0	7.1
Préjugés sur ma religion	3.7	0.0	0.0
Préjugés en général	7.4	0.0	0.0
Pas aidé	14.8	25.0	0.0
Peu intéressé	11.1	10.7	0.0
Pas répondu à mes attentes	14.8	28.6	0.0
Pas retrouvé la malfaiteur	25.9	14.3	0.0
Mis du temps à arriver	0.0	7.1	0.0
Demandé de l'argent	37.0	50.0	7.1
Total	51	52	14
Motifs déontologiques	64.7%	53.8%	100%
N	33	28	14

Les « tracasseries », voire dans certains cas des abus plus graves, sont confirmées par les entretiens.

« Nous ne nous sentons pas très protégés. Les forces de sécurité ne remplissent pas leurs missions normalement, ils ne cherchent qu'à se faire de l'argent sur notre dos. Quand ils interviennent, c'est plus dans le but de s'enrichir par les amendes que pour assurer leur mission première qui est de protéger les populations. » Focus group avec un groupe de pêcheurs de N'Djamena – Fara, le 06.01.18.)

« Ils prennent de l'argent quand on traverse pour aller pêcher même si tu as ta carte ; sinon il faut leur donner une partie de poisson pêché même si on respecte les postes. » (Focus group avec un groupe de pêcheurs de N'Djamena – Fara, le 06.01.18.)

« Les forces de sécurité ici ne font que nous racketter et ils prennent les filles de force; quand on porte plainte contre eux, leurs collègues ne font rien; ils se

protègent tous. On ne se sent pas en sécurité ; ils nous violentent. Pas plus tard qu'en décembre, ils ont tué quelqu'un au péage et l'auteur n'a pas été inquiété ; actuellement, il est surement affecté ailleurs. » (Focus group avec des femmes de Dougia, 09.01.18.)

# Chapitre 9. Préférences et attentes des résidents en matière de services de sécurité

Ce chapitre se penche sur les souhaits et les attentes des résidents en matière de sécurité. Quelles devraient être, selon eux, les priorités en matière de type de service des différentes forces ? Parmi trois types de services — la patrouille pédestre visible dans les rues du quartier, l'intervention rapide sur appel, la présence d'un poste de quartier -, lequel devrait être prioritaire ? Quelles devraient être les thématiques sur lesquelles les différentes forces devraient se concentrer ? Le terrorisme est-il prioritaire dans ces zones frontalières proches de foyers de terrorisme ? Et que devraient entreprendre les autorités pour améliorer le travail dans les zones de ces mêmes forces de sécurité intérieure ?

## Les préférences en matière de méthodes de travail

Quelles sont les préférences des résidents en matière de type de prestations des différentes forces de sécurité intérieure ? Préfèrent-ils une présence sous forme de patrouilles pédestres dans les quartiers et les villages ? Jugent-ils préférable que les forces de sécurité soient en mesure d'intervenir rapidement en cas d'incident ? Ou encore souhaiteraient-ils disposer d'un poste de police permanent dans le quartier ou le village ? Nous avons soumis à leur sagacité ces trois types de prestation et les répondants nous ont indiqué leur préférence en la matière. Les résultats sont présentés dans les tableaux 51 à 53.

Toutes zones confondues, la préférence va très nettement à la patrouille pédestre en uniforme dans les quartiers et les villages. 56.1% des résidents de l'ouest frontalier tchadien émettent ce souhait pour la police et 50.9% pour la gendarmerie. Dans l'ordre des préférences, le poste de quartier ou de village (24.3%) l'emporte sur l'intervention sur appel (19.6%) pour la police alors que l'inverse est vrai pour la gendarmerie. Pour cette dernière, 28.5% préfèrent qu'elle intervienne rapidement sur appel urgent et 20.6% qu'un poste de gendarmerie soit installé dans le quartier ou le village.

Quant à la garde nomade, 45.1% des résidents estiment que sa vocation est d'intervenir sur appel plutôt que de faire des patrouilles pédestres (36.2%) ou de disposer d'un poste de quartier (18.7%).

Si l'on devait tenter d'interpréter ces résultats, on serait tenté de dire que la police nationale est plutôt perçue et souhaitée comme une police de proximité qui devrait avant tout faire des patrouilles pédestres dans les quartiers et y installer des postes de police de quartier. La gendarmerie nationale est également perçue comme une force de proximité mais les résidents tendent à insister aussi sur son rôle de force d'intervention sur appel pour les incidents. Finalement, la garde nomade est perçue et souhaitée avant tout comme une force d'intervention lorsque des incidents surviennent notamment dans le cadre de conflits entre éleveurs et agriculteurs ou le terrorisme.

Les préférences varient cependant quelque peu d'une région à une autre. Dans la région du Lac, les résidents expriment clairement un besoin en présence visible permanente sous forme de patrouilles pédestres de toutes les forces de sécurité intérieure. Cette présence les rassurerait dans un contexte où ils font face à une menace permanente d'attaques terroristes. 62.4% souhaitent en priorité ce type de prestation de la part de la police nationale, 64.2% le souhaitent de la part de la gendarmerie nationale et 55.4% de la garde nomade.

Si dans le Mayo Kebbi Est et la zone de N'Djamena la patrouille pédestre est toujours la prestation préférée des résidents pour la police et la gendarmerie, l'intervention rapide a surtout les faveurs des résidents de cette région qui placent celle-ci loin devant le poste de quartier. 28% des résidents de cette région du sud souhaitent que l'intervention rapide soit la priorité de la police et 33.6% souhaitent qu'elle le soit pour la gendarmerie. La majorité des résidents du Mayo Kebbi Est (51.9%) et de N'Djamena (56.3%) sont d'avis que l'intervention rapide devrait être la priorité de la garde nomade.

Tableau 51 : Préférences de type de prestations policière par zone (en %)

Lac	Mayo	N'Djamena	Total
	Kebbi Est		

	%	%	%	%
Patrouille pédestre en uniforme	62.4	48.8	56.8	56.1
Intervention rapide sur appel	14.3	28.0	16.8	19.6
Poste de quartier	23.3	23.2	26.4	24.3
Total	100%	100%	100%	100%
N	133	125	125	383

Tableau 52 : Préférences de type de prestations gendarmiques par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
atrouilles pédestres visibles en uniforme dans le quartier	64.2	44.8	43.2	50.9
Intervention rapide sur appel	14.2	33.6	38.4	28.5
Poste de quartier	21.6	21.6	18.4	20.6
Total	100%	100%	100%	100%
N	134	134	125	393

Tableau 53 : Préférences de type de prestations de la garde nomade par zone (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena	Total
	%	%	%	%
atrouilles pédestres visibles en uniforme dans le quartier	55.4	27.4	26.1	36.2
Intervention rapide sur appel	26.8	51.9	56.3	45.1
Poste de quartier	17.8	20.7	17.6	18.7
Total	100%	100%	100%	100%
N	112	106	119	337

## Les préférences thématiques

Toutes zones confondues, les deux grandes priorités thématiques pour la police devraient être, de l'avis des résidents, la lutte contre les cambriolages (35.3%) et la lutte contre la drogue (33.2%). La lutte contre le terrorisme arrive en troisième position avec 16.1%. En revanche, les résidents considèrent que la lutte contre le terrorisme devrait être la priorité première de la gendarmerie nationale (26.4%) et de la garde nomade (29.6%). La lutte contre les cambriolages arrive en deuxième position des priorités à la fois pour la gendarmerie nationale (23.1%) et pour la garde nomade (28.5%). La lutte contre la drogue est la troisième priorité assignée à la gendarmerie (20.1%) et la garde nationale (13.5%). La lutte contre les violences intercommunautaires et le vol de bétail est prioritaire uniquement pour la garde nomade (12.3%).

Tableau 54 : Priorités thématiques assignées par les résidents pour la police nationale, la gendarmerie nationale et la garde nomade (en %)

	Police	Gendarmerie	Garde
			nomade
	%	%	%
Lutte contre les cambriolages et les braquages	35.3	23.1	28.5
Lutte contre le terrorisme	16.1	26.4	29.6

33.2	20.1	13.5
7.4	17.5	8.8
1.8	2.0	2.6
1.8	2.0	0.9
1.6	5.6	12.3
2.9	3.3	3.8
100%	100%	100%
380	394	341
	7.4 1.8 1.8 1.6 2.9 100%	7.4 17.5 1.8 2.0 1.8 2.0 1.6 5.6 2.9 3.3 100% 100%

Les variations régionales sont cependant très importantes. Pour les résidents de la région du Lac, la police doit participer à l'effort de lutte contre le terrorisme (38.4%). C'est la deuxième priorité que les résidents assignent à la police après celle de la lutte contre le phénomène de la drogue (48.1%). Pour les résidents du Lac, c'est à la gendarmerie qu'il convient de lutter en priorité contre le terrorisme. 63% des résidents de la région pensent que cette lutte devrait être la priorité de l'institution. La lutte contre la drogue arrive en deuxième position d'assez loin avec 20% des avis. La lutte contre la drogue est une constante dans les priorités des résidents et ils voudraient que la police – mais aussi la gendarmerie – prenne le problème à bras le corps. Rappelons ici que la consommation et petit trafic de drogue est un problème très fréquent et l'incivilité qui dérange le plus les résidents de l'ouest du Tchad.

Dans le Mayo Kebbi Est, la grande priorité de la police devrait être la lutte contre les cambriolages (54.5%) qui, on le rappelle, présentent des taux très élevés dans la région. La lutte contre la drogue arrive en deuxième position des priorités souhaitées (26.8%). Les résidents de la zone de N'Djamena partagent l'opinion de ceux de la région du Mayo Kebbi en plaçant la lutte contre les cambriolages en tête (48.4%) suivi de la lutte contre le problème de drogue (23.4%).

Pour les résidents des villes frontières du Mayo Kebbi Est et de la zone de N'Djamena, la lutte contre le terrorisme n'est pas une priorité, ni pour la police ni pour la gendarmerie. Ils souhaiteraient en revanche que la gendarmerie s'attèle à réduire les cambriolages. 29.9% des résidents du Mayo Kebbi Est et 32.8% de ceux de la zone de N'Djamena placent en premier la lutte contre les cambriolages. Dans ces deux zones, la lutte contre les agressions physiques arrive en deuxième position (respectivement 25.4% et 25.6%) suivi de la lutte contre la drogue (respectivement 15.7% et 24.8%). En somme, lorsque le terrorisme n'apparaît pas comme prioritaire dans une région, les tâches assignées à la gendarmerie sont classiques : la lutte contre les atteintes aux biens et aux personnes.

Notons que les priorités assignées par les résidents à la garde nomade varient également selon les régions. Les deux premières priorités dans la région du Lac sont la lutte contre le terrorisme (37.2%) et la lutte contre les cambriolages et braquages (33.1%). Dans le Mayo Kebbi Est, ces deux priorités sont la lutte contre les cambriolages et braquages (28.9%) et la lutte contre les violences intercommunautaires et le vol de bétail (18.3%). Pour les résidents de la zone de N'Djamena, la lutte contre le terrorisme (34.5%) et la lutte contre les cambriolages et braquages (23.3%) devraient être ses priorités.

Tableau 55 : Les priorités thématiques assignées par les résidents à la police nationale selon les zones (en %)

	Lac	Mayo Kebbi	N'Djamena
		Est	
	%	%	%
Lutte contre les cambriolages et les			
braquages	5.3	54.5	48.4
Lutte contre le terrorisme	38.4	0.0	8.1
Lutte contre la drogue	48.1	26.8	23.4
Lutte contre les agressions physiques	0.8	6.5	15.3

Lutte contre les bandes de jeunes			
agressives	0.8	3.3	1.6
Lutte contre le crime organisé	3.8	0.8	0.8
Lutte contre les violences			
intercommunautaires et le vol de bétail	0.0	4.9	0.0
Autre	3.0	3.3	2.4
Total	100%	100%	100%
N	133	123	124

Tableau 56 : Les priorités thématiques assignées par les résidents à la gendarmerie nationale selon les zones (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena
	%	%	%
Lutte contre les cambriolages et les			
braquages	7.4	29.9	32.8
Lutte contre le terrorisme	63.0	3.7	11.2
Lutte contre la drogue	20.0	15.7	24.8
Lutte contre les agressions physiques	2.2	25.4	25.6
Lutte contre les bandes de jeunes			
agressives	0	3.7	2.4
Lutte contre le crime organisé	3.7	2.2	0
Lutte contre les violences			
intercommunautaires et le vol de bétail	1.5	14.9	0
Autre	2.2	4.5	3.2
Total	100%	100%	100%
N	135	134	125

Tableau 57: Les priorités thématiques assignées par les résidents à la garde nomade selon les zones (en %)

	Lac	Mayo Kebbi Est	N'Djamena
	%	%	%
Lutte contre les cambriolages et les			
braquages	33.1	28.8	23.3
Lutte contre le terrorisme	37.2	15.4	34.4
Lutte contre la drogue	14.1	10.5	15.5
Lutte contre les agressions physiques	0.8	14.4	12.1
Lutte contre les bandes de jeunes			
agressives	0.0	3.8	4.3
Lutte contre le crime organisé	0.8	1.9	0.0
Lutte contre les violences			
intercommunautaires et le vol de bétail	13.2	18.3	6.0
Autre	0.8	6.7	4.3
Total	100%	100%	100%
N	121	104	116

## Les mesures préconisées pour améliorer le travail des forces de sécurité intérieure

Quelles mesures seraient susceptibles de permettre une amélioration du travail de la police, de la gendarmerie et de la garde nomade ? L'enquête proposait 7 items de réponses possibles aux répondants qui devaient indiquer la mesure principale que les autorités devraient adopter.

Les avis sont très partagés s'agissant de la police (Tableau 58, dernière colonne). Toutes zones confondues, un meilleur salaire se détache très légèrement (24.9%) comme mesure principale, mais l'augmentation du nombre d'agents (19%) ou encore l'amélioration de la formation (17.1%) ont également les faveurs des répondants.

Les avis varient passablement selon les régions. Dans la région du Lac, une amélioration de la discipline est nettement plus fréquemment mentionnée par les répondants (20.5%) qu'ailleurs. Dans le Mayo Kebbi, les trois mesures prioritaires sont l'augmentation des effectifs (24.2%), l'amélioration de la qualité du recrutement (23.4%) et une meilleure formation (21%). A N'Djamena, la priorité est l'amélioration de la mobilité de la police (27.8%) qui devance une augmentation des salaires (25.4%).

Tableau 58. Les mesures préconisées par les résidents pour améliorer la qualité du travail de la police (en %)

	Lac	Mayo Kebbi	N'Djamena	Total
		Est		
	%	%	%	%
Mieux payer les policiers	33.3	15.3	25.4	24.9
Mieux former les policiers	13.6	21.0	17.0	17.1
Améliorer la discipline	20.5	6.5	2.4	10.2
Augmenter le nombre de policiers	15.1	24.2	17.8	19.0
Augmenter la mobilité de la police	4.5	8.9	27.1	13.1
Améliorer la qualité du recrutement de la				
police	5.3	23.4	10.2	12.8
Informer la popuation sur son travail	7.6	0.8	0.0	2.9
Total	100%	100%	100%	100%
N	132	124	118	374

S'agissant de la gendarmerie, l'amélioration de la solde a les faveurs des répondants (27.9%) suivi de l'amélioration de la mobilité (17.2%) et de la formation (15.7%) (Tableau 59).

Dans la région du Lac, comme pour la police, la discipline est jugée prioritaire par les résidents qui placent cet item en deuxième position (22.6%) après l'augmentation de la solde (36.1%). Les entretiens qualitatifs ont confirmé cette demande. Interrogés sur les mesures à mettre en place pour améliorer la sécurité dans la région, plusieurs responsables ont mis en avant le renforcement de la déontologie et la discipline :

« Que le travail de la police et de la gendarmerie soit plus systématique et que les agents soient respectueux des populations. » (Entretien avec un responsable administratif, Bol, région du Lac, du 18 janvier 2018)

« Il faut discipliner les militaires pour laisser les populations faire leurs activités. » (Entretien avec un responsable administratif, île de Koidjirom, région du Lac, du 14 janvier 2018)

« Pour améliorer leur travail, le groupement demande de revoir la méthode de recrutement, de formation et d'affectation. Il faut qu'elles retrouvent l'éthique de leurs missions. » (Entretien avec les femmes de l'Union Al-Choura, Mani, région du Hadjer Lamis, du 8 janvier 2018)

La mesure consistant à informer la population n'est populaire que dans la région du Lac (12.8%). Cette mesure paraît importante aux yeux de responsables administratifs de la région du fait que les agents des différentes forces de sécurité abusent parfois de leurs pouvoirs. Un responsable administratif s'exprime ainsi :

« Les jeunes ne sont pas sensibilisés sur leur droit et cela fait le lit des arnaques (par les forces de sécurité ) » (Entretien avec un responsable administratif à Bol, région du Lac, du 18 janvier 2018).

Dans le Mayo Kebbi, les résidents sont plutôt d'avis que le recrutement doit être amélioré (21.7%) et la formation (17.1%) de même que la paie (17.1%). Dans la zone de N'Djamena, la mobilité l'emporte (33.9%) devant la paie (29.8%) et la formation (17.4%).

Tableau 59. Les mesures préconisées par les résidents pour améliorer la qualité du travail de la gendarmerie (en %)

	Lac	Mayo Kebbi	N'Djamena	Total
		Est		
	%	%	%	%
Mieux payer les gendarmes	36.1	17.8	29.8	27.9
Mieux former les gendarmes	12.0	17.8	17.4	15.7
Améliorer la discipline	22.6	8.5	5.8	12.5
Augmenter le nombre de gendarmes	12.8	17.1	7.4	12.5
Augmenter la mobilité des gendarmes	3.0	16.3	33.9	17.2
Améliorer la qualité du recrutement des				
gendarmes	1.5	21.7	5.0	9.4
Informer la population sur son travail	12.0	0.8	0.8	4.7
Total	100%	100%	100%	100%
N	133	129	121	374

Les avis sont aussi très partagés pour la garde nomade (Tableau 60). La paie (18.7%) et la discipline (18.7%) devancent très légèrement les autres mesures. Dans la zone du Lac, c'est l'information à la population (26.9%) et la discipline qui sont prioritaires (24.4%). Dans le Mayo Kebbi Est, la qualité du recrutement (25.5%) arrive nettement en tête. Dans la zone de N'Djamena, la mobilité (25.2%) et la paie (24.3%) arrivent en tête.

Tableau 60. Les mesures préconisées par les résidents pour améliorer la qualité du travail de la garde nomade (en %)

	Lac	Mayo Kebbi	N'Djamena	Total
		Est		
	%	%	%	%
Mieux payer les gardes	20.2	10.8	24.3	18.7
Mieux former les gardes	10.9	12.8	17.1	13.6
Améliorer la discipline	24.4	15.7	15.3	18.7
Augmenter le nombre de gardes	11.8	16.7	8.1	12.1
Augmenter la mobilité des gardes	4.2	17.7	25.2	15.4
Améliorer la qualité du recrutement des				
gardes	1.7	25.5	9.9	11.8
Informer la population sur son travail	26.9	1.0	0.0	9.9
Total	100%	100%	100%	100%
N	119	102	111	332

Pour synthétiser ces données, la région du Lac privilégie des mesures destinées à mieux informer les populations, améliorer la discipline des forces de sécurité intérieure tout en payant mieux les personnels. Dans le Mayo Kebbi Est, les résidents soulignent les questions de recrutement et de formation tout en souhaitant plus de policiers (et mieux payés). Dans la zone de N'Djamena, la constante est une amélioration de la mobilité des personnels des différentes forces de sécurité et la paie.

Les entretiens qualitatifs ont en général permis également de relever le problème de la solde des agents, estimée unanimement comme étant insuffisante et un des motifs menant les agents à « tracasser » les populations. Un responsable administratif de Farcha-Milesi dit ceci par exemple :

« Il faut aussi bien payer les agents : les 60.000 sont petits. » (Entretien avec un responsable administratif de Farcha-Milesi, N'Djamena, du 4.12.2018)

Ce même responsable a soulevé également le problème de l'absence de femmes dans les rangs des institutions de la sécurité intérieure :

« Il faut bien former les agents avant de les envoyer sur le terrain. Comme il n'y a pas beaucoup de femmes dans les services de sécurité. Il faut recruter des femmes capables et aptes pour par exemple fouiller les autres femmes. » (Entretien avec un responsable administratif de Farcha-Milesi, N'Djamena, du 4.12.2018)

Le problème de la mobilité est également mentionné dans les entretiens qualitatifs, y compris dans la zone du Lac :

« C'est la présence des forces de sécurité mais surtout les patrouilles continuelles.

Cependant, on remarque qu'elles n'ont pas les moyens nécessaires. La

gendarmerie par exemple n'a pas de véhicule. Le véhicule de la police est tout
fatigué et celui de la garde nationale et nomade est en panne. Des fois, c'est la
population qui se cotise pour mettre le carburant en cas de besoin urgent. »

(Entretien avec le chef du canton de Liwa, du 8 janvier 2018)

#### Ou encore ce notable de Liwa lors d'un focus group :

« Les populations saisissent les forces de sécurité, mais ils n'ont pas de moyens de déplacement et parfois pas d'armes. Donc la population doit payer du carburant et chercher un véhicule. » (Focus group avec des notables de Liwa, région du Lac, du 9 janvier 2018)

# Chapitre 10. Synthèse et recommandations

Le sondage réalisé pour ce diagnostic local de sécurité traite de l'insécurité et de la perception des forces de sécurité dans un espace urbanisé correspondant à 18 des 21 localités de concentration du projet SECUTCHAD. Cet espace est très particulier. Toutes ces localités sont des villes ou bourgades disposées sur une frontière qui coure des bords du lac Tchad au nord jusqu'au Mayo Kebbi Est plus au sud. Pratiquement l'intégralité de ces localités sont située sur les rives du lac ou de ses affluents du Chari et du Logone qui forment pratiquement une frontière naturelle avec l'extrême nord du Cameroun. Toutes ces localités disposent également de forces de sécurité qui y sont basées en permanence. C'est donc un espace très particulier, sécurisés, qui n'est pas forcément représentatif des zones rurales de l'arrière-pays ni de la plupart des îles du Lac. L'insécurité change de nature dès lors que l'on s'aventure en dehors des zones urbanisées sécurisées, que l'on navigue sur le fleuve ou sur les bras du lac, que l'on pénètre sur les îles du lac Tchad dépourvues de forces de sécurité, que l'on se déplace sur les routes reliant les localités entre elles ou simplement que l'on sorte de quelques kilomètres de l'espace urbanisé couvert par cette étude.

Ces villes et bourgades frontières présentent des taux de criminalité qui sont très élevés si on les compare à d'autres villes africaines. C'est avant tout les villes frontières du Mayo Kebbi Est qui présentent des taux excessifs de criminalité ; ces taux sont cependant également très élevés dans les villes de la zone dite de N'Djamena. La zone du lac Tchad est moins criminogène que les autres mais l'est aussi.

Dans ces espaces urbains, le sentiment d'insécurité est assez fortement lié à la prévalence de la petite et moyenne criminalité et non à celle du terrorisme dans la région. S'il est très faible de jour dans toutes les localités étudiées, en revanche, de nuit, la situation change. Dans la zone du lac, il reste bon et donc peu élevé. En revanche, dans le Mayo Kebbi Est et dans la zone de N'Djamena, le sentiment d'insécurité bondit de nuit. 62.4% des habitants du Mayo Kebbi Est ne se sentent pas en sécurité lorsqu'ils se trouvent seuls dans les rues de leur quartier la nuit alors que ce pourcentage n'est que de 24.2% dans la zone du lac Tchad. Bien qu'étant moins victimisées, les femmes sont beaucoup plus sensibles que les hommes à l'insécurité dans toutes les zones étudiées. Partout, elles se déclarent plus inquiètes que les hommes face au risque de cambriolage, d'agression et à la probabilité d'être victime d'un délit en général.

Cette criminalité urbaine semble proliférer sur un terreau local sans rapport direct avec la pression terroriste de Boko Haram. Dans le Mayo Kebbi Est avant tout - mais la réalité n'est pas si différente dans les autres zones frontalières étudiées -, l'accès à des alcools bon marché, frelatés, et de la drogue sous forme essentiellement de gélules de Tramol, tous des produits semble-t-il importés illégalement du Nigéria ou du Cameroun, font des ravages dans une jeunesse largement désœuvrée. Le diagnostic montre que la consommation de ces produits est très fréquente dans toutes ces villes et les résidents interrogés s'en plaignent. Sous leur influence, les bandes de jeunes deviennent agressives et les bagarres se multiplient surtout le soir dans certains quartiers plus touchés. Les taux de cambriolages bondissent. Pour beaucoup d'observateurs locaux, le chômage des jeunes et leur désœuvrement en est la cause ultime. Le marasme économique ambiant, dénoncé partout comme une préoccupation majeure de la région, a entraîné par ricochet une vague de petite délinquance d'appropriation et d'agressions. Cette dynamique est particulièrement présente dans le Mayo Kebbi Est.

C'est également dans la zone frontalière du Mayo Kebbi Est que la petite et moyenne criminalité fait figure de préoccupation principale des résidents. Ailleurs, c'est la situation économique et le chômage qui préoccupent le plus les résidents. Le terrorisme, dans ces zones urbaines où la présence des forces de sécurité est en général importante, est une réalité plus distante. Même les résidents de la zone du Lac citent peu le terrorisme comme préoccupation principale. Pour les habitants des zones urbaines du lac, les préoccupations économiques l'emportent aujourd'hui sur les problèmes sécuritaires.

## La région du Lac

Il faut dire que la région du Lac a vu les échanges commerciaux pratiquement d'arrêter avec la montée du terrorisme, la fermeture des frontières lacustres et les restrictions de mouvements terrestres transfrontaliers. 84.3% des résidents du lac estiment que le commerce ne marche pas bien. La paupérisation des populations est en marche : 67.1% des résidents se déclarent aujourd'hui pauvres dans une région qui étaient reconnue pour son attractivité économique il y a quelques années encore de cela. Les réfugiés internes des îles lacustres ont tout perdu et vivent de la solidarité des familles, de la résilience locale et de l'aide humanitaire internationale. Le secteur de la pêche, déjà mis à mal par une diminution de poissons constatée par tous - peut-être dues à la surpêche et l'utilisation de filets au maillage trop fin venus du Cameroun voisin -, va également mal selon 75% des résident du lac. La région produit moins également en raison du fait que les îles désertées étaient devenues les productrices principales de viande et des zones d'agriculture durant la saison sèche et la décrue des eaux. L'économie de la zone - et surtout des îles occidentales du lac - fortement tournée vers le commerce avec le Nigéria a pâti sans doute plus que d'autres des restrictions de mouvements transfrontaliers. Mais c'est en règle générale toute la zone frontière qui a vu son économie péricliter. Si les résidents du Lac estiment que le terrorisme lié à Boko Haram est clairement la cause principale du marasme économique, les autres régions voisines de l'extrême nord du Cameroun ne voient pas les choses ainsi. Pour elles, ce sont les aléas climatiques et la mauvaise conjoncture économique qui sont en cause et, dans une moindre mesure, les limitations imposées sur la liberté de mouvement par les autorités ainsi que l'enclavement et le mauvais état des infrastructures routières.

Sachant que les résidents du Lac incriminent avant tout le terrorisme comme cause de la mauvaise conjoncture économique, ils sont aussi les plus indulgents avec les travers des forces de sécurité et la très grande majorité d'entre eux considèrent qu'elles sont nécessaires et dans l'ensemble font du bon travail. Les résidents du Lac déclarent pratiquement tous (82.7%) que la sécurité s'est améliorée et sont également d'avis que les forces de sécurité ont fait des progrès. Cela ne les empêche pas de demander plus de discipline de la part de ces forces et que leur solde soit augmentée en priorité. Les entretiens qualitatifs sont plus explicites sur l'indiscipline de certains éléments, et notamment de l'armée. Les taxes illégales perçues par les forces de sécurité rendent le quotidien encore plus difficile pour des populations durement touchées et vulnérables. Les autorités locales peinent à faire entendre leurs voix et des voix, justement, s'élèvent pour demander des actions de sensibilisation des populations à leurs droits.

## Le Mayo Kebbi Est

Dans le Mayo Kebbi Est, l'économie stagne. Tout en touchant 50% des foyers, la pauvreté reste cependant contenue. Le chef-lieu, Bongor, est le cœur d'une zone de production agricole qui bénéficie d'un climat favorable. La ville est située à mi-chemin sur l'axe qui relie N'Djamena à Moudou et alimente les deux principales métropoles tchadiennes avec son surplus de produits très appréciés des Tchadiens. Lorsque la consommation nationale baisse, le Mayo Kebbi Est le ressent durement. Sa résilience semble cependant être due à un niveau d'éducation nettement plus élevé qu'ailleurs et au fait que les femmes, également plus éduquées, sont très actives sur le marché du travail. Contrairement à la région du Lac, Bongor abrite de nombreuses écoles. La proportion de femmes éduquées et actives sur le marché du travail est nettement plus élevée que dans les autres villes étudiées. Avec 23.7% de résidents bénéficiant d'une éducation universitaire, la région fait figure d'exception au Tchad. Son secteur agricole est moins touché par la crise que dans les autres localités frontalières étudiées. Néanmoins, le commerce tourne au ralenti et avec lui tout le secteur du transport, très important dans une ville qui prospère grâce à son surplus et ses échanges commerciaux. 67.9% des résidents estiment que le secteur commercial « ne va pas très bien ». Pour les habitants de la région, le marasme économique semble essentiellement lié aux difficultés économiques du pays, à la baisse de la consommation des métropoles et à des échanges devenus plus difficiles avec l'extrême nord du Cameroun voisin.

Nous l'avons dit, l'insécurité due à la petite et moyenne criminalité est très élevée dans le Mayo Kebbi Est. Elle figure même au premier rang des préoccupations des résidents. C'est avant tout les femmes qui s'en inquiètent (58.8%). La ville de Bongor, et les localités de la région, ont un rapport plutôt conflictuel avec les forces de sécurité à l'exception notable de la police nationale. Pour les habitants de ces villes frontières, la police nationale reste l'entité principale qui assure la sécurité publique. L'image de la police est cependant systématiquement moins bonne qu'ailleurs et cela pour tous les domaines d'intervention de la police. Il y a une petite majorité de résidents en général qui ont une image positive de la police. Ainsi par exemple, 64.9% des habitants expriment un avis positif lorsqu'on les interroge sur le travail de la police en matière de lutte contre la criminalité.

L'image en demi-teinte de la police et des autres forces de sécurité dans le Mayo Kebbi Est s'explique partiellement par les niveaux élevés de victimisation et d'incivilités dans la région. Mais, la raison principale est l'opinion très négative des habitants sur l'impartialité des forces de sécurité. En moyenne, pratiquement 9 résidents sur 10 pensent que les forces de sécurité ne traitent pas tout le monde de la même manière. Cette opinion très négative pèse lourdement sur leur image. La corruption, l'appartenance ethnique et le statut social entraînent des comportements contraires à la déontologie des forces de sécurité. L'expérience d'un contact avec les forces de sécurité est largement négative pour la majorité des résidents du Mayo Kebbi Est.

Les entretiens plus qualitatifs éclairent un peu plus les résultats de sondage. Pour beaucoup, les forces de sécurité doivent rediriger leurs efforts sur leur mission première en matière de sécurité publique et se délester des pratiques de tracasserie qui n'ont aucune valeur ajoutée pour la sécurité dans ces zones où la criminalité atteint des chiffres record. Ces attentes en matière de déontologie se reflètent dans l'importance que les résidents de la zone attribuent à la qualité du recrutement et la formation des forces de sécurité. En règle générale, les résidents de la zone demandent également plus de patrouilles pédestres, notamment la nuit, pour juguler la criminalité et l'incivilité. La lutte contre les cambriolages et la lutte contre le trafic de drogue sont les deux grandes priorités des résidents de la région. Pour les résidents de la région, c'est à la police nationale de s'occuper des ces problématiques. Les autres forces sont plus perçues comme des institutions avec des mandats plus orientés vers l'intervention rapide, la résolution de problèmes intercommunautaires et le traitement des agressions physiques.

## La zone de N'Djamena

A bien des égards, la situation des villes étudiées dans les trois zones administratives que sont le Hadjer Lamis, N'Djamena (un seul quartier) et le Chari Baguirmi, se situe à mi-chemin entre celle des régions du Lac et celle du Mayo Kebbi Est. En moyenne, la zone est plus pauvre que celle du Mayo Kebbi Est mais l'est moins que celle du lac. La population est sensiblement plus éduquée que celle du lac sans atteindre les niveaux relativement élevés du Mayo Kebbi Est.

En moyenne également, cette zone plus éclectique que les autres vit du commerce lié au surplus agricole et de pêche et le transport y est une activité importante dans la mesure où la zone alimente essentiellement N'Djamena. Le maraîchage y est, en conséquence, plus important que dans les autres zones. C'est la zone où l'échantillon a compris le plus de résidents de déclarant « chauffeurs » (15.3%). Les avis sont partagés dans la zone. 50% environ pensent que l'agriculture ne va pas bien. Mais une majorité reste positive sur l'activité de maraîchage. La pêche est en fort déclin. La zone résistant plutôt mieux que les autres au marasme économique, le secteur commercial va mieux qu'ailleurs mais néanmoins 60.2% pensent sont d'avis qu'il ne va pas très bien. Le secteur du transport s'en ressent mais va mieux que dans le Mayo Kebbi Est. Pour les résidents de la zone, l'insécurité n'est pas forcément en cause dans la mauvaise marche des affaires. Les aléas climatiques et la baisse de la consommation sont les causes principales de la crise économique dont ils ressentent les effets. Le désenclavement de leur zone avec de meilleures infrastructures routières est le plus souvent mentionné comme solution possible à la crise.

Les problèmes de criminalité sont plutôt proches de ceux rencontrés dans le Mayo Kebbi Est sans être tout à fait aussi virulents. Crise économique et criminalité sont les préoccupations principales de la zone. Plus de la moitié des résidents se sentent insécurisés de nuit. Un peu plus de la moitié des résidents interrogés perçoivent une légère amélioration de la sécurité ces derniers 12 mois.

L'image des forces de sécurité dans la zone est assez similaire à ce que pensent les résidents du Mayo Kebbi Est. Pour eux, c'est la police nationale qui assure la sécurité publique essentiellement. La gendarmerie, la garde nationale ou les chefs de quartier sont plus marginaux. L'image de la police nationale est plutôt bonne (76.1% d'avis favorables). C'est également le cas des autres forces de sécurité. Ces résidents sont d'accord avec les autres zones que le travail des forces de sécurité est moins bon si l'on considère les trafics en tous genres. En règle générale, les résidents sont un peu moins positifs sur l'évolution du travail de la gendarmerie et de la garde nomade que ceux des autres régions. Ils sont plutôt d'accord avec les résidents du Mayo Kebbi Est sur les problèmes de déontologie au sein des forces de sécurité mais la police obtient de meilleurs scores que la gendarmerie et la garde nationale à cet égard. Notons que c'est l'unique force qui dispose d'un code de déontologie et que ses agents sont formés à ce code. Pourtant, pratiquement 8 répondants sur 10 pensent que la police est partiale. Là aussi, cette opinion négative sur la déontologie des forces de sécurité en général pèse lourdement sur l'image que les résidents se font des forces de sécurité.

Les contacts avec les forces de sécurité sont plus rares dans cette zone qu'ailleurs. Seul 1 résident sur 10 dit avoir eu des contacts avec la police ou la gendarmerie sur les deux dernières années. Et la grande majorité des résidents se déclarent insatisfaits de ce contact : 26.7% sont satisfaits du contact avec la police et 15.4% du contact avec la gendarmerie.

Dans cette zone, la police est perçue - peut-être plus qu'ailleurs - comme une police de proximité et on attend d'elle surtout des patrouilles pédestres dans les quartiers (56.8%). En revanche, pour les autres forces – et notamment pour la garde nomade -, l'intervention d'urgence est une priorité. On attend de la police nationale qu'elle se concentre sur les cambriolages et la drogue. Pour les résidents de la zone, la grande priorité de la garde nomade devrait être le terrorisme. Dans toute la zone, les résidents souhaiteraient que les forces de sécurité soient mieux équipées notamment en moyens mobiles et l'on peut supposer que cette demande est liée à la sécurisation des routes qui mènent à N'Djamena et dont la région a besoin pour transporter ses marchandises commercialisées à N'Djamena.

## Recommandations

Au terme de ce rapport, des recommandations sont faites pour permettre au projet, à l'Etat tchadien et ses partenaires de prendre des mesures pour répondre aux besoins sécuritaires des populations en général et celle de la zone couverte par SECUTCHAD en particulier, améliorer le travail et la perception des FSI et relancer les activités socioéconomiques grâce justement à la sécurisation des populations et des frontières fluviales et lacustres. Du diagnostic trois grandes thématiques ressortent :

#### Poursuivre le travail entrepris pour améliorer l'offre quotidienne de sécurité

- Renforcer et adapter le dispositif sécuritaire en veillant notamment à une présence visible et rassurante des FSI sur le terrain au plus proche des populations et dans les créneaux horaires de commission des crimes et délits;
- Veiller à ce que les FSI disposent d'un équipement adapté aux situations auxquelles elles sont confrontées mais aussi à la réalité du terrain ;.
- Encourager les FSI à conduire des actions de prévention et de partenariat afin de rassurer les populations, de lutter contre la délinquance sous toutes ses formes (diminuer sur le nombre des cambriolages, des agressions et des incivilités, agir sur les trafics et les consommations de stupéfiants, détecter les tentatives d'intrusions terroristes..);
- Développer une culture d'intervention et de traitement des appels téléphoniques au sein des FSI afin d'en faire un service public de qualité à l'écoute des populations et capable de leur porter assistance ;
- Appuyer la formation et le déploiement des OPJ dans les zones où la police et la gendarmerie sont déployées afin d'apporter une réponse judiciaire et pénale dans les situations le nécessitant ;
- Veiller à la bonne coordination entre les différents acteurs de la sécurité afin d'éviter les conflits de compétences, renforcer le dialogue interservices et à la collaboration au sein des FSI.

## Améliorer l'image des FSI et restaurer la confiance avec les populations

- Publier et diffuser les codes de déontologie de la Gendarmerie nationale et la GNNT et veiller à leur appropriation et applicabilité par les agents sur le terrain à travers la formation et la sensibilisation des agents;
- Renforcer les capacités des inspections générales des services de la Police Nationale, de la Gendarmerie Nationale et de la Garde Nationale et Nomade du Tchad afin d'améliorer le contrôle interne et de veiller en particulier à la bonne application par les agents des dispositions des codes de déontologie.
- Etablir un régime administratif et disciplinaire pour les agents mis en cause ou ayant commis des fautes contrevenant à la déontologie policière;
- Encourager la population à recourir aux FSI pour dénoncer les crimes et les délits et déposer plainte ( à travers d'actions de sensibilisation sur le rôle des FSI et de la mission des OPJ).
- Encourager la collaboration avec les mécanismes traditionnels de résolution des conflits pour renforcer le lien social ;
- Encadrer la contribution des comités de vigilance et des autorités traditionnelles et les inciter à se coordonner avec les FSI en particulier au sein des CLSPD;
- Développer avec la société civile des actions de sensibilisation sur la prévention de la délinquance sous toutes ses formes ;
- Développer quelques services de base (point de distribution d'eau par exemple) à proximité des infrastructures occupées par les FSI).

La situation socioéconomique, le chômage et l'insécurité restant une préoccupation majeure, il est essentiel de garantir la sécurité afin de favoriser la reprise économique. Il y a lieu en outre de :

- Résoudre les problèmes structurels liés à l'enclavement, l'absence de voies de communication ou leur mauvais état ;
- Développer des actions d'accompagnement du secteur agricole.

# **Bibliographie**

- Batello, Cathérine, Marzot, Marzio et Touré, Adamou Harouna. 2006. Le future est un ancien Lac. Savoirs traditionnels, biodiversité et ressources génétiques pour l'agriculture et l'alimentation dans les écosystèmes du bassin du lac Tchad, FAO.
- Bouba Djourbébé, Franklein et Ngaryamngaye Semingar. 2010. Problématique environnementale et populationnelle entourant l'exploitation du Lac-Tchad et solutions proposées dans une perspective de développement durable. Présentation à l'Université de Laval (Canada). Accédée en ligne sous l'url: <a href="http://epc2010.princeton.edu/papers/100389">http://epc2010.princeton.edu/papers/100389</a>
- COGINTA. 2014. Diagnostic local de sécurité 2014. Un outil au service de la réforme de la police nationale guinenéenne et du pilotage de la police de proximité dans les communes de Matam, Ratoma, Matoto et N'Zérékoré.
- Hoinathy, Remadji. 2015, Etudes de perceptions sur les facteurs de l'insécurité et de l'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel. Rapport national Tchad. HD, Genève.
- ICG. 2017. Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire. Rapport Afrique N°246.
- INSEED. 2012. Deuxième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH2, 2009). Résultats globaux définitifs. N'Djamena, INSEED.
- Roitman, Janet et Roland Marchal. 2004. « Les recompositions du bassin du lac Tchad », Politique africaine 2 (N° 94), p. 7-22.
- Leomoalle, Jacques et Magrin Géraud. 2014. Le développement du lac Tchad. Situation actuelle et futurs possible. IRD.
- Luntumbue. 2014. "La CBLT et les défis sécuritaires du bassin du Lac, Note n°14, décembre 2014.
- Musila, Cyril. 2012. L'insécurité transfrontalière dans le bassin du lac Tchad, Irenées.net, juillet 2012.
- Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. 2012. « Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigéria : Insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? », Questions de Recherche N°40, juin 2012. URL : <a href="http://www.ceri-sciences-po.org/publica/qdr.htm">http://www.ceri-sciences-po.org/publica/qdr.htm</a>
- Saïbou, Issa. 2004. « L'embuscade sur les routes des abords du lac Tchad », Politique Africaine n° 94, juin 2004
- Saleh, Yacoub. 2015. « Boko Haram : religion et politique au Nigéria et dans le bassin tchadien », in Revue Scientifique du Tchad, série A, n°02 janvier 2015
- Scott Mac Eachern. 2018. Searching for Boko Haram. A History of Violence in Central Africa
- Yebega 2015, Note N°15 Terrorisme et contre-terrorisme en Afrique centrale (Tchad et Cameroun) 22 janvier 2015.

# Annexe méthodologique

## Le sondage

Le sondage prévoyait initialement de réaliser des enquêtes dans 21 localités de concentration du projet SECUTCHAD. Pour les besoins de cette étude centrée sur des localités, nous avons construit un échantillon représentatif de 400 personnes à partir d'images satellitaires et déterminé le nombre d'entretiens à réaliser dans chaque localité sur cette base. La marge d'erreur est estimée à 5% avec un intervalle de confiance de 95%.

L'échantillonnage cartographique a été construit en estimant les aires habitables et leur densité démographique à partir de l'imagerie satellitaire et des données démographiques connues pour quelques localités avec une valeur de référentiel. L'échantillon de base est proportionnel à la taille des populations estimée dans les localités. Les échantillons des petites localités ayant moins de 10 personnes à enquêter ont été ensuite renforcés par une redistribution d'entretiens issus de la localité de plus grande taille (Bongor). Pour tenir compte du genre, nous avons décidé d'interviewer une moitié de femmes sans tenir compte des chiffres plus fins, mais moins fiables aujourd'hui, du recensement de 2009.

Le questionnaire de sondage est élaboré à partir d'un questionnaire standardisé utilisé par Coginta en Afrique et qui a été adapté pour capturer les réalités locales. Pour cerner les aspects économiques, s'est greffée à ce questionnaire de base une série de questions sur l'économie locale élaborée par les experts de CRASH. La standardisation d'un nombre important de questions permet des comparaisons internationales.

Une équipe de 6 enquêteurs, dont deux femmes, a été formée au questionnaire et à la technologie d'enquête pendant 4 jours du 30 novembre au 3 décembre 2017. Pour réaliser les entretiens, les équipes ont été équipées de Smartphones munis de différentes applications pour réaliser des entretiens digitaux en se guidant à l'aide du GPS. Les ménages à interroger dans les localités étaient distribués territorialement pour couvrir l'ensemble du territoire de la localité et, le cas échéant, des quartiers ; ils étaient identifiés au moyen du GPS via des cartes disponibles offline dans les Smartphones. Les femmes ont interviewé les femmes et les enquêteurs hommes ont interviewé les hommes. Pour identifier la personne à interroger dans chaque ménage, les enquêteurs ont recouru à la méthode qui consiste à interroger la personne dont la date de naissance est la plus proche de la date de l'interview.

Tableau 61 : Echantillonnage et nombre d'entretiens effectivement réalisés

Localité	Échantillon cartographique	Taille de l'échantillon après ventilation	Nombre d'entretiens réalisés	Pourcentage d'entretiens dans la région
	N	N	N	<u> </u>
Région du Lac				<u> </u>
Bol	63	63	64	45.4
Kinasserom	14	14	14	9.9
Kangalom	9	16	16	11.4
Kangalam (Ouest du Lac)	2	6	6	4.3
Kouloufoua	5	9	10	7.1
Tchongole	1	2	2	1.4
Balangore	7	13	13	9.2
Liwa	10	10	10	7.1
Daboua	3	6	6	4.3
Total de la région	114	139	141	100%
Région du Mayo Kebbi Est				

Bongor	145	102	109	81.2
Djouman	8	14	14	10.3
Ham	7	13	13	9.6
Total	160	129	136	100%
Zone de N'Djamena				
Farcha Milesi	36	36	35	28.0
Karaska	1	2	-	
Mandelia	40	40	36	28.8
N'Djamena-Fara	13	13	14	11.2
Dougia	13	13	13	10.4
Hadide	6	11	10	8.0
Mahada	17	17	17	13.6
Total	126	132	125	100%

L'enquête s'est déroulée du 4 décembre au 6 décembre 2017 pour le quartier de Farcha Milesi à N'Djamena, puis du 7 au 19 janvier 2018 pour les 17 localités restantes. Toute l'enquête a été encadrée sur le terrain par deux experts du CRASH. Les données d'interview étaient synchronisées quotidiennement avec une base de données centrale dans le cloud qui permet d'effectuer des contrôles qualité permanents du plan d'échantillonnage et de la qualité des données récoltées à distance. Ces contrôles quotidiens ont été assurés par Coginta. Les enquêteurs étaient en effet tenus de prendre le point GPS de l'entretien effectué permettant la comparaison avec le plan d'échantillonnage cartographique original. Pour améliorer la qualité et gérer l'enquête, des instructions quotidiennes aux enquêteurs ont pu ainsi être communiquées aux coordonnateurs de terrain et transmises aux enquêteurs lors des briefings matinaux.

## Les entretiens qualitatifs

Pendant toute la durée de l'enquête, les deux coordonnateurs terrain du CRASH ont réalisé 30 entretiens semi-dirigés avec des personnes clefs ou des focus groups dans les 18 localités étudiées. Un guide d'entretien avait été élaboré au préalable. Le nombre d'entretiens a varié de 1 à 3 selon l'importance démographique de la localité. Les interviews ont fait l'objet de notes comprenant des verbatim et des synthèses écrites pour leur exploitation dans le rapport.

Des focus groups ont aussi été organisés dans ces localités. Le focus group est un entretien organisé avec un groupe de personnes sélectionnées à cet effet. Les focus groups réunissaient de 5 à 10 personnes sélectionnées suivant des critères prédéterminés comme le genre, l'appartenance socioprofessionnelle ou encore la classe d'âge. Le tableau suivant présente la liste des entretiens réalisés par région administrative.

Tableau 62: Liste des entretiens avec des personnes clefs ou des focus groups dans les localités

		LOCALITE	DATE				
	Hadjer Lamis						
1	Focus group avec des pêcheurs de N'Djamena	N'Djamena-Fara	06-janv-18				
2	Entretien avec un notable de Hadide	Hadide	07-janv-18				
3	Focus group Union Al-Choura de Mani	Mani	08-janv-18				
4	Focus group avec un syndicats de Douguia	Douguia	09-janv-18				
	Mayo Kebbi Est						
5	Focus group des femmes	Ham	10-janv-18				
6	Focus group avec des jeunes de Djouman	Djouman	10-janv-18				

7	Focus group avec une association de la société civile	Bongor	12-janv-18				
8	Entretien avec un représentant administratif de Bongor	Bongor	13-janv-18				
	Chari Baguirmi						
9	Focus group avec des femmes	Mandelia	16-janv-18				
	N'Djamena						
10	Entretien avec un responsable administratif	Milesi	04-déc-17				
11	Entretien avec un responsable administratif	Goré/Milesi	04-déc-18				
12	Focus group avec des jeunes	Milesi	05-déc-17				
	Lac						
13	Entretien avec un responsable administratif de Daboua	Daboua	08-janv-18				
14	Entretien avec un responsable administratif	Daboua	08-janv-19				
15	Focus group avec une association de la société civile	Daboua	09-janv-18				
16	Focus group avec des femmes	Daboua	09-janv-18				
17	Focus group avec des hommes de Liwa	Liwa	09-janv-18				
18	Focus group avec des femmes	Liwa	10-janv-18				
19	Focus group avec des hommes	Tchongolet	11-janv-18				
20	Entretien avec le sous-préfet et son secrétaire	Koulfoua	11-janv-18				
21	Entretien avec des notables	Koulfoua	11-janv-18				
22	Responsable des forces mixtes	Kangalom	12-janv-18				
23	Focus group avec des notables	Kangalom	12-janv-18				
24	Focus homme avec des notables	Kinasserom	13-janv-18				
25	Entretien avec un responsable administratif	Kinasserom	13-janv-18				
26	Entretien un responsable administratif	Balangore	14-janv-18				
27	Entretien avec un responsable du secteur Eau & forêt	Kangalom	14-janv-18				
28	Focus group avec des responsables syndicaux	Bol	18-janv-18				
20	Entretien avec un responsable syndical	Bol	18-janv-18				
30	Entretien avec des piroguiers	Bol	18-janv-18				

## Techniques d'analyse

Les données de sondage ont été traitées statistiquement après une phase de nettoyage, de recodage des variables textuelles et de recodage des variables. Les données n'étant pas représentatives à l'échelon des régions, il faut interpréter les chiffres par région uniquement comme tendances. Les données sont essentiellement présentées sous forme de tableaux croisés dans ce rapport. Lorsque l'on analyse les profils des insécurisés, les variables retenues pour présentation dans des tableaux croisés ont été identifiée au moyen d'analyses multivariées et l'élaboration de modèles préalables. Les variables explicatives retenues ont passé par le filtre suivant : avoir un effet significatif statistiquement sur la variable dépendante et compter parmi les trois variables ayant le plus de poids sur la relation observée. Parce que le rapport s'adresse à une audience large, nous ne présentons pas les résultats des régressions qui sous-tendent l'analyse mais uniquement des tableaux croisés.